

NIGER

Evaluation en
Abris et biens non
alimentaires dans
la région de Diffa

Rapport d'évaluation

Février 2020



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Groupe de Travail Abris BNA Niger
ShelterCluster.org
Coordination des Abris Humanitaires

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Image de couverture : REACH – novembre 2019.

A propos de REACH

REACH est une initiative conjointe de deux organisations non-gouvernementales internationales, ACTED et IMPACT Initiatives, et du Programme Opérationnel des Nations Unies pour les Applications Satellitaires (UNOSAT). REACH a été créée en 2010 afin de développer des outils et des produits d'information qui contribuent à renforcer les capacités des acteurs et de faciliter la prise de décisions dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. L'ensemble des activités de REACH est mené en appui et au sein des mécanismes inter-agences de coordination établis aux niveaux local, régional et global. Pour plus d'informations visitez notre site web : www.reach-initiative.org. Vous pouvez nous contacter directement à l'adresse : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter [@REACH_info](https://twitter.com/REACH_info).

RESUME

La région de Diffa au Niger est marquée par une vaste crise de déplacement prolongée depuis 2013. Les actions de groupes armés non étatiques contribuent à cette crise de déplacement massive. Malgré une stabilisation de la situation sécuritaire en 2018, la région a été victime d'une recrudescence des incidents sécuritaires par des groupes armés non étatiques depuis 2019, aggravant la situation pour des populations déjà très vulnérables. Ainsi, en 2019, 268 incidents sécuritaires ont eu lieu dans la région¹. En conséquence, le nombre de personnes déplacées a augmenté en 2019 dans la zone, et on dénombre aujourd'hui 260 353 personnes déplacées, parmi lesquelles 119 541 réfugiés, 109 404 personnes déplacées internes (PDI), 29 954 retournés et 1 454 demandeurs d'asile². Ces populations habitent pour la plupart des sites spontanés éparpillés dans la région de Diffa.

La majorité d'entre eux a quitté son village d'origine il y a plus d'un an et a l'intention de rester dans sa localité de résidence actuelle, au moins sur le moyen terme.³ Ce contexte a généré une pression croissante sur les services de base et les ressources dans les localités habitées par les déplacés, ainsi que dans les villages situés autour de ces sites, y compris dans le secteur des abris et des biens non alimentaires (ABNA).

S'il est largement reconnu par la communauté humanitaire qu'il existe des besoins considérables en ABNA,⁴ on constate un manque d'informations sur la situation et les besoins actuels dans les sites de déplacés, ainsi que sur l'expérience des bénéficiaires vis-à-vis de l'assistance reçue. Les dernières données représentatives au niveau départemental dans le secteur ABNA ont été collectées en juillet 2018.⁵

Dans ce contexte, cette évaluation fournit un aperçu de la situation et des besoins en ABNA, des stratégies d'adaptation mises en place par les ménages pour combler leurs manques en matériaux d'abris et en BNA, ainsi que des expériences et des préférences en termes d'assistance, dans les sites de déplacés de la région de Diffa. Elle permet également de suivre l'évolution de la situation dans la région en termes d'abris et BNA, alors que la recrudescence des attaques par les groupes armés de la région en 2019 a fragilisé une population déjà très vulnérable. L'évaluation, effectuée dans le cadre du Groupe de travail abris et biens non alimentaires (GT ABNA), a été financée par l'Office of U.S. Foreign Disaster Assistance (OFDA).

Dans l'objectif d'informer la réponse à la crise humanitaire dans la région, particulièrement dans le secteur des ABNA, l'évaluation a généré des résultats représentatifs au niveau communal selon un niveau de confiance de 95% avec une marge d'erreur de 9%. Les résultats sont basés sur 1 140 enquêtes ménages et 203 entretiens avec des informateurs clés menés du 6 au 28 novembre 2019, ainsi que 18 groupes de discussion (GD), effectués entre le 11 et le 19 novembre 2019. Les résultats permettent de tirer les conclusions suivantes :

La situation et les besoins en abris

La situation en termes d'abris dans la région est préoccupante. En effet, 46% des ménages dans les sites enquêtés vivent dans des abris dans un état mauvais ou sévère⁶ : En outre, 78% des ménages déclarent habiter dans des abris qui ont été endommagés au cours des 3 derniers mois, et 48% d'entre eux sont incapables d'effectuer les réparations nécessaires. Enfin, 58% des ménages occupent des abris sans structure solide.⁷

¹ OCHA, Niger Humanitarian Overview, Région de Diffa, Décembre 2019.

² Direction Régionale de l'Etat Civil, des Migrations et des Réfugiés, *Situation des Personnes Déplacées : Réfugiés – Retournés – Déplacés Internes – Demandeurs d'Asile*, Septembre 2019.

³ REACH, [Évaluation de la situation en termes de protection des personnes déplacées dans la région de Diffa : Présentation des résultats](#), Niger, Novembre 2018.

⁴ OCHA, [Aperçu des Besoins Humanitaires 2018](#), Niger, 2017, p. 32.

⁵ REACH, [Evaluation en Abris et Biens Non Alimentaires dans la région de Diffa : Rapport d'évaluation](#), décembre 2018.

⁶ L'état des abris prend en compte l'état des murs et du toit. Il est jugé mauvais si le toit et/ou les murs présentent des dommages importants ou structurels, et sévère s'il n'y a pas de toit ou pas de murs.

⁷ C'est-à-dire les abris d'urgence, les abris transitionnels, les tentes traditionnelles et les habitats en paille.

La région de Diffa a un climat particulièrement rigoureux, notamment avec de fortes chaleurs et des précipitations importantes pendant la saison des pluies. Dans ce contexte, la fragilité des abris et les difficultés des ménages à les renforcer ou les entretenir constituent des problèmes majeurs. Ainsi, 24% des ménages déplorent le manque de confort thermique de leur abri, aussi bien face à la chaleur que durant la saison fraîche. Les intempéries sont par ailleurs identifiées par les ménages comme la principale cause des dégâts des abris, mais également comme la principale conséquence liée à ces dégâts. **Soixante-dix-neuf pour cent (79%) des ménages voient leurs abris subir des fuites pendant les pluies.** Enfin, 19% des ménages vivant dans des abris de la région de Diffa sont concernés par le manque de résistance au vent.

Compte tenu du pourcentage élevé de ménages vivant dans des abris endommagés et les risques sécuritaires et sanitaires auxquels ils font face, il apparaît nécessaire de considérer la durée de vie limitée des matériaux utilisés pour construire les abris via un suivi régulier ainsi que leur renouvellement fréquent. Ceci est d'autant plus important si l'on considère que la quasi-totalité des ménages déplacés vivant dans les sites enquêtés y sont installés depuis plus d'un an (83%) et 96% des ménages tous statuts confondus n'ont pas d'intention de déplacement dans l'année à venir.

De plus les ménages manquent de place au sein des abris. En effet, la surface moyenne des abris est de 30m² alors que les ménages comptent dans les sites évalués de la région de Diffa 7 personnes en moyenne. Dans un contexte où 11% des ménages hébergent en plus des personnes déplacées, **l'espace estimé est en moyenne de 4,1m² par personne**, soit à peine plus que les standards Sphère (3,5m² p.p.)⁸. En conséquence, des membres du ménage sont obligés de dormir dehors, en particulier les garçons adolescents. Ces derniers sont alors plus exposés aux intempéries et à l'insécurité évoquées précédemment. En outre, en accord avec les tendances dans le reste du pays,⁹ **plus d'un tiers des ménages comptent au moins une femme enceinte ou allaitante.** D'une part, les femmes enceintes ou allaitantes sont plus vulnérables aux risques sanitaires causés par le manque d'étanchéité et d'isolation des abris. D'autre part, cette situation pourrait entraîner une augmentation continue de la taille des ménages, et contribuer à diminuer l'espace disponible par personne dans les abris de la région de Diffa. **Afin de garantir un espace suffisant pour l'ensemble des personnes hébergées dans les abris dans un contexte de croissance démographique continue, l'assistance apportée devrait assurer des abris suffisamment grands et en nombre adaptés.**

La situation et les besoins en BNA

La région de Diffa connaît des besoins importants en termes de BNA, avec 44% des ménages interrogés considérés comme ayant des besoins urgents (score BNA supérieur ou égal à 3,5)¹⁰. Les communes de Goudoumaria, Bosso¹¹ et Maïné-Soroa sont particulièrement concernées avec des scores globaux supérieurs au standard du mécanisme de réponse rapide au Niger (RRM). Étant donnée les conditions climatiques et le nombre important d'abris en mauvais état, **le besoin en couvertures**¹² est particulièrement élevé, et également identifié comme priorité par les GD. En outre, résultant de la taille importante des ménages, les BNA liés au nombre de personnes tels que **les habits d'enfants** manquent également.

Le marché a été identifié par 64% des ménages comme étant la source principale d'approvisionnement en BNA. Toutefois, **près de la moitié des ménages de la commune de Gueskérou et un tiers dans la commune de Chétimari déclarent dépendre principalement de la distribution d'articles BNA par un acteur externe de type organisation non gouvernementale (ONG).** Par ailleurs, 64% des ménages n'ont pas été en mesure de se procurer les BNA dont ils avaient besoin au cours des 6 mois précédant la collecte de données (chiffre stable par rapport à 2018).

⁸ [Le Manuel Sphère](#), Edition 2018.

⁹ World Bank, Population growth (annual %), Niger, 2018.

¹⁰ Le score BNA est basé sur le nombre et la qualité des BNA essentiels (bidons, seaux, moustiquaires, habits pour les enfants, casseroles, supports pour le couchage et couvertures) dont le ménage dispose. Chaque ménage reçoit un score BNA compris entre 0 (= bon) et 5 (= sévère). Un score de 3.5 ou plus indique qu'un ménage a des besoins urgents en BNA. Voir Global Shelter Cluster, [Introduction to NFI Needs Assessment](#).

¹¹ Seule le site de déplacés de Goudoumaria et la ville de Bosso ont été enquêtés, les résultats ne sont donc pas représentatifs au niveau de la commune.

¹² La collecte de données ayant eu lieu en novembre, au début de la saison froide, le besoin en couvertures des ménages pourrait être plus important qu'aux autres périodes de l'année.

Pour pallier les besoins en BNA non-couverts, une grande majorité des ménages qui ne parviennent pas à se procurer les BNA dont ils ont besoin (77%) ont recours à des stratégies d'adaptation. Près de la moitié des personnes interrogées déclarent vendre des biens appartenant au ménage. **On pourrait donc supposer que la situation en BNA ne s'améliore pas nécessairement lors de la mise en place d'une telle stratégie, puisque les ménages échangent un article contre un autre.** Par ailleurs, un tiers des ménages a également recours à l'emprunt ou l'endettement pour se procurer les BNA manquants, ce qui sur le long terme représente **un risque important pour la situation financière du ménage.**

L'absence de moustiquaires au sein des ménages est particulièrement inquiétante si l'on considère que 4% des ménages enquêtés disposent d'une moustiquaire par membre du ménage (proportion stable par rapport à 2018) et que **10% des ménages de la région de Diffa déclarent ne disposer d'aucune moustiquaire.** Dans un pays où les maladies transmises par les vecteurs moustiques, notamment le paludisme, sont très répandues, la possession de moustiquaires pour les ménages est particulièrement importante¹³.

Expériences et préférences par rapport à l'assistance en ABNA

Dans les localités enquêtées, 21% des ménages ont reçu une assistance en abris et en BNA. La proportion des ménages enquêtés déclarant avoir reçu de l'assistance au cours des 12 derniers mois reste similaire aux proportions de 2018. En revanche, **on note une nette amélioration de la satisfaction des ménages interrogés vis-à-vis de cette assistance** : 69% des ménages se disent satisfaits de l'assistance en abris qu'ils ont reçu dans les 12 derniers mois, et 65% pour l'assistance BNA. En 2018, ces proportions étaient de 45% en abris et 51% pour les BNA. Par ailleurs, aucun ménage n'a indiqué être tout à fait insatisfait par l'aide reçue.

La grande majorité des ménages ayant reçu une assistance (plus de 90%) ont reçu une assistance ABNA en nature à travers des distributions d'articles et de matériaux. Par ailleurs, l'assistance en coupons ou argent a largement progressé depuis 2018, avec 52% des ménages déclarant avoir bénéficié de ce type de programmes dans le cadre d'une assistance abri, et 39% pour les BNA. Ce type d'assistance semble convenir aux ménages. Ainsi près de 2/3 des ménages préfèrent cette modalité d'assistance en BNA, et plus de la moitié en abris. **La liberté de choix est la principale raison avancée par les ménages qui optent pour ce type d'assistance.**

Tendances communales

Au niveau communal, les besoins les plus sévères en abris ont été observés dans la commune de **Gueskéro**, où 84% des ménages habitent des abris sans structure solide et plus de la moitié vivent dans des abris qui présentent un état sévère. **Enfin, plus de 9 ménages sur 10 vivent dans un abri ayant été endommagé au cours des 3 mois précédant la collecte de données.** La crue de la Komadougou particulièrement importante en 2019 a causé de nombreuses inondations dans la commune notamment durant la collecte de données, ce qui pourrait expliquer ce constat au niveau de la situation en abris dans la commune de Gueskéro.

De manière similaire, dans la ville de **Bosso** 20% des ménages vivent dans un abri en état sévère. **De plus, 87% des abris ont été endommagés au cours des 3 derniers mois, en grande majorité à cause des intempéries dans la région.** Les ménages de la ville de Bosso ont également une situation BNA préoccupante, avec un score critique de 3,5. C'est notamment à Bosso que les ménages sont les moins bien dotés en seaux, 0,2 seau par ménage en moyenne, et en casseroles de 5L, avec ½ casserole par ménage en moyenne.

Dans la commune de **Mainé-Soroa**, la proportion de ménages habitant dans des abris dans un état mauvais ou sévère est important (43%). **Les fuites pendant les pluies y sont un problème récurrent puisqu'elles concernent 92% des ménages.** Ainsi, on constate que 87% des abris ont également connu des dégâts au cours

¹³ Les causes du manque de moustiquaires au niveau des ménages n'ont pas été enquêtées dans le cadre de cette évaluation, mais la mise en place d'interventions humanitaires participant à la mise à disposition de moustiquaires pour les ménages est vivement encouragée.

des 3 derniers mois. Dans un contexte où la commune compte en moyenne 8 personnes par abri, l'état dégradé des habitations est particulièrement préoccupant. En outre, **la moitié des ménages compte au moins une femme enceinte ou allaitante**, particulièrement vulnérable à ces conditions détériorées. Enfin, 10% des ménages déclarent occuper illégalement leur abri.

Des besoins importants en abris existent aussi dans la commune de Chétimari, où **19% des ménages vivent dans un abri d'urgence, et plus de la moitié déclare être hébergé sans payer**. La précarité des abris induit une grande vulnérabilité face aux intempéries et 85% des ménages déclarent ainsi que les problèmes principaux liés aux abris sont les fuites ou infiltration d'eau dans l'abri.

La situation est également critique dans la commune de Kablewa, où les besoins sont importants à la fois en termes d'abris et de BNA. En effet, les ménages vivent principalement dans des tentes traditionnelles, et 63% occupent des abris sans structure solide. **Ces types d'abris sont plus touchés par les problèmes liés aux conditions climatiques, et 97% des ménages déclarent ainsi que la principale cause des dégâts sont les intempéries**. De plus, 79% des ménages déclarent que leur abri a été endommagé au cours des 3 derniers mois, alors que seulement un tiers est en mesure de réparer ces dommages. **Enfin, 29% n'ont pas accès à un point d'eau pour boire, cuisiner ou se laver à proximité de l'habitation**. Les difficultés rencontrées par les ménages en termes d'abris vont de pair avec une situation BNA préoccupante, 80% des ménages indiquant ne pas être en mesure de se procurer les BNA dont ils avaient besoins au cours des 6 derniers mois, les articles étant disponibles, mais trop chers.

La situation la plus alarmante en termes de BNA est toutefois celle du camp de Goudoumaria, où les ménages obtiennent en moyenne un score BNA de 3,7, bien supérieur aux standards du RRM¹⁰. Les ménages du site enquêté disposent ainsi de 0,1 casserole, et de 2 couvertures et 1,3 supports de couchage, alors qu'ils comptent en moyenne 7 membres. En ce qui concerne les couvertures et les supports de couchages, ces BNA ont été spécifiquement fléchés comme des besoins essentiels par les groupes de discussion et les informateurs clés, ce qui renforce ces résultats. Cette situation est sans doute aggravée par les stratégies d'adaptation mises en place par les ménage pour combler ce manque : près d'un quart des ménages ont recours à des emprunts et s'endettent, alors que 40% vendent des biens pour en acquérir d'autres.

La commune de Toumour connaît également des difficultés en termes de BNA, avec **un score global critique de 3,5, et des besoins particulièrement élevés en moustiquaires et en habits d'enfants**. De plus, 84% des ménages vivent dans des abris sans structure solide. Additionnés, ces résultats dénotent d'une fragilisation durable de la situation des ménages habitant dans la commune de Toumour.

De même, la commune de N'Guigni a d'important besoins en BNA. Les estimations données par les ménages concernant la capacité totale (en litres) des bidons et jerricans détenus, sont les plus faibles de la région de Diffa. En parallèle, **15% des ménages ne disposent d'aucune moustiquaire et 26% d'une seule moustiquaire, alors que le ménage compte en moyenne 7 individus**, dont 5 enfants, et que 44% accueillent au moins une femme enceinte ou allaitante. De plus, 68% des ménages dont l'abri a été endommagé au cours des 3 derniers mois ne sont pas en mesure de le réparer, principalement par manque de moyens financiers pour payer les matériaux ou la main-d'œuvre.

Il existe également un fort besoin en moustiquaires dans la commune de Foulatari, où 28% des ménages interrogés ont déclaré ne disposer d'aucune moustiquaire. Toutefois peu de ménages interrogés déclarent avoir reçu de l'assistance, alors que les populations restent vulnérables. En prenant en compte que plus de la moitié des ménages rapportent ne pas avoir été en mesure de se procurer les BNA dont ils avaient besoin au cours des six mois précédant la collecte de données et vivaient dans un abri endommagé, cette assistance limitée reste préoccupante.

Enfin, la commune de Diffa a également les mêmes tendances que les autres communes, avec en moyenne 7 personnes dans le ménage, dont 5 enfants, et des besoins importants, surtout en abris. De fait, 4% des ménages déclarent avoir subi une éviction au cours de 12 derniers mois, ce qui est la proportion la plus élevée de la région.

En parallèle, **les ménages restent vulnérables face aux conditions climatiques : plus de trois quarts des ménages sont touchés par des fuites pendant les pluies, et le manque de confort thermique est un problème récurrent pour près d'un tiers des ménages de la commune.**

Conclusions transversales

Les résultats présentés dans ce rapport ont des conséquences transversales, à la fois au niveau de l'interaction entre les domaines des abris et des BNA ainsi que par rapport à d'autres secteurs humanitaires, notamment ceux de la protection, de la santé et de l'eau, de l'hygiène et l'assainissement (EHA) :

- 1. Abris et BNA :** Le lien entre la situation en abris et BNA est fort, et en particulier, les besoins en abris peuvent influencer la situation en BNA. Notamment, les ménages ont tendances à utiliser les BNA de types moustiquaires, pagnes, couvertures et nattes pour réparer les trous et fissures dans le toit ou les murs de l'abri. Ils peuvent également faire office de portes et ne peuvent alors plus remplir leur fonction initiale et combler les besoins premiers du ménage. De même, l'état dégradé des abris (absence de portes ou de clôtures) peut avoir pour conséquence des vols et des pillages de BNA. Enfin, pour couvrir les dépenses liées à l'abri (loyer, entretien, réparation), les ménages ont principalement recours à la vente de biens, incluant les BNA.
- 2. Protection :** Lorsque les abris sont en mauvais état ou ne disposent pas de portes ou de clôtures, leurs habitants sont plus exposés aux incidents sécuritaires, notamment les vols. Par ailleurs, le manque d'espace dans les abris, ainsi que l'absence d'abri, exposent les personnes obligées à dormir dehors à de nombreux risques sécuritaires.
- 3. Santé :** Globalement, le mauvais état des abris dans la région de Diffa contribue à la détérioration de l'état de santé des populations. Ainsi, les personnes qui dorment dans des abris en mauvais état, ou à l'air libre, sont confrontés au climat rigoureux de la région (vent, pluie, froid et chaleur). Cela participe au développement de problèmes de santé. De plus, le nombre de moustiquaires disponible par ménage est insuffisant pour protéger les populations des maladies transmises par vecteur, et en particulier du paludisme, dont l'incidence est forte dans la région de Diffa.
- 4. EHA :** Les ménages dans la région de Diffa disposent en moyenne de moins d'un savon par ménage. Ce manque de savon est préoccupant puisque se laver avec du savon, en particulier les mains, permet de prévenir la transmission de maladies infectieuses. En parallèle, 13% des ménages disent ne pas disposer d'un point d'eau à proximité de leur abri pour se laver, boire ou cuisiner. De plus, 1 ménage sur 10 souligne le manque d'accès à une latrine fonctionnelle proche de l'abri, et parmi eux, 59% rapportent ne pas avoir de latrines à 500m de l'abri. En outre, parmi les ménages disposant de latrines fonctionnelles, près d'un quart ne les utilisent pas, principalement pour des raisons culturelles, et parce qu'il y a trop de monde. Cette situation induit des pratiques de défécations à l'air libre et constitue un problème sanitaire important.

En conclusion, la région de Diffa présente une situation préoccupante en termes d'abris et de BNA en 2019, et il semblerait qu'une certaine dégradation des conditions des populations ait eu lieu au cours des 12 derniers mois. Cette augmentation des besoins en abris et BNA pourrait notamment être dûe aux conditions climatiques particulièrement difficiles de ces derniers mois, avec d'importantes inondations dans la région.

TABLE DE MATIERES

RÉSUMÉ	1
TABLE DE MATIÈRES	6
TABLE DE MATIERES	6
Liste des acronymes	7
Classifications géographiques	7
Liste des figures	7
INTRODUCTION	9
MÉTHODOLOGIE	10
Présentation de la méthodologie	10
Volet quantitatif	10
Volet qualitatif	13
Limitations	14
RÉSULTATS	16
Profil démographique et tendances de déplacement	16
Situation et besoins en termes d'abris	19
Situation et besoins en termes de BNA	26
Expérience et satisfaction de l'assistance en abris	30
Expérience et satisfaction de l'assistance en BNA	34
CONCLUSION	37
ANNEXES	41
Annexe 1 : Cartographie des localités du volet quantitatif	41
Annexe 2 : Cartographie des localités du volet qualitatif	41

Liste des acronymes

ABNA	Abris et biens non alimentaires
AGR	Activités génératrices de revenus
BNA	Biens non alimentaires
DREC	Direction de l'état civil et des réfugiés
GD	Groupe(s) de discussion
IC	Informateurs clés
OFDA	Office of U.S. Foreign Disaster Assistance
PDI	Personnes déplacées internes
RHU	Refugee House Units
RRM	Rapid Response Mechanism (Mécanisme de Réponse Rapide)
UNHCR	L'Agence des Nations-Unies pour les réfugiés

Classifications géographiques

Région	La division administrative la plus élevée au niveau national.
Département	Les régions sont divisées en départements. La région de Diffa comporte six départements, dont cinq habités par les populations déplacées.
Commune	Les départements sont divisés en communes.
Localité	La division la plus basse. Les communes se composent de plusieurs localités.
Site DREC	Parmi les localités, il y a celles où se trouvent les sites de déplacés reconnus par la Direction de l'Etat Civil et des Réfugiés (DREC), qui sont les sites pris en compte dans cette étude.

Liste des figures

Figure 1. Population enquêtée par âge et sexe.....	16
Figure 2. Pourcentage de ménages avec au moins une personne à besoins spécifiques, par type	17
Figure 3. Statut des ménages enquêtés.....	18
Figure 4. Pourcentage de ménage ayant l'intention de se déplacer dans les six mois suivant l'enquête.....	18
Figure 5. Les trois raisons principales pour rester dans la localité actuelle, parmi les ménages qui ont rapporté avoir l'intention de rester dans leur site actuel dans les six mois suivant l'enquête, et selon le genre du chef de ménage	19
Figure 6. Pourcentage de ménages selon leurs types d'abris.....	20
Figure 7. Pourcentage de ménages en fonction de l'état de leur abri	21
Figure 8. Pourcentage de ménages adoptant des stratégies pour pallier leurs besoins en abris, par type de problématiques.....	23
Figure 9. Pourcentage de ménages selon leurs types de logement.....	25
Figure 10. Pourcentage de ménages ayant un score BNA de 3,5 ou plus élevé, par commune.....	27
Figure 11. Pourcentage de ménages par nombre de moustiquaires détenues dans la région de Diffa	27
Figure 12. Sources principales de BNA au cours des 12 mois précédant la collecte de données	28
Figure 13. Pourcentage de ménages rapportant être en incapacité de se procurer les BNA dont ils avaient besoin au cours des 6 mois précédant la collecte de données par commune	29
Figure 14. Pourcentage de ménages adoptant des stratégies d'adaptation pour pallier aux besoins en BNA	30
Figure 15. Pourcentage de ménages ayant reçu de l'assistance en abris au moins une fois pendant les 12 mois précédant l'évaluation.....	31
Figure 16. Types d'assistance reçue parmi les ménages qui ont reçu une assistance en abris	31
Figure 17. Satisfaction globale par rapport à l'assistance en abris.....	32
Figure 18. Raisons avancées par les ménages pour justifier leur préférence pour une assistance de type <i>cash</i>	33
Figure 19. Pourcentage de ménages ayant reçu de l'assistance en BNA au moins une fois pendant les 12 mois précédant la collecte de donnée.....	34

Figure 20. Types d'assistance reçue parmi les ménages qui ont reçu une assistance en BNA.....	34
Figure 21. Satisfaction globale par rapport à l'assistance en BNA.....	35
Figure 22. Types d'assistance en BNA préférés par les ménages.....	36

Liste des tableaux et cartes

Carte 1. Localités enquêtées dans le cadre du volet quantitatif.....	19
Tableau 1. Nombre de ménages enquêtés dans les sites DREC, par commune.....	21
Carte 2. Localités enquêtés dans le cadre du volet qualitatif.....	23
Tableau 2. Liste des localités sélectionnées pour les GD.....	24

INTRODUCTION

La région de Diffa au Niger est marquée par une crise de déplacement vaste et prolongée depuis 2013. Les actions de groupes armés non étatiques contribuent à cette crise de déplacement massive. Malgré une stabilisation de la situation relative en 2018, l'année 2019 a connu une recrudescence des incidents sécuritaires par des groupes armés non étatiques, aggravant la situation pour des populations déjà très vulnérables. Ainsi, en 2019, 268 incidents sécuritaires ont eu lieu dans la région¹⁴. En conséquence, le nombre de personnes déplacées a augmenté en 2019 dans la zone, et on dénombre aujourd'hui 260 353 personnes déplacées, parmi lesquelles 119 541 réfugiés, 109 404 personnes déplacées internes (PDI), 29 954 retournés et 1 454 demandeurs d'asile¹⁵. Ces populations habitent pour la plupart des sites spontanés éparpillés dans la région de Diffa.

La majorité d'entre eux a quitté son village d'origine il y a plus d'un an et a l'intention de rester dans sa localité de résidence actuelle, au moins sur le moyen terme.¹⁶ Ce contexte a généré une pression croissante sur les services de base et les ressources dans les localités habitées par les déplacés, ainsi que dans les villages situés autour de ces sites, y compris dans le secteur des abris et des biens non alimentaires (ABNA).

S'il est largement reconnu par la communauté humanitaire qu'il existe des besoins considérables en ABNA,¹⁷ on constate un manque d'informations sur la situation et les besoins actuels dans les sites de déplacés, ainsi que sur l'expérience des bénéficiaires vis-à-vis de l'assistance reçue. Les dernières données représentatives au niveau départemental dans le secteur ABNA ont été collectées en juillet 2018.¹⁸

Dans ce contexte, cette évaluation fournit un aperçu de la situation et des besoins en ABNA, des stratégies d'adaptation mises en place par les ménages pour combler leurs manques en matériaux d'abris et en BNA, ainsi que des expériences et des préférences en termes d'assistance, dans les sites de déplacés de la région de Diffa. Elle permet également de suivre l'évolution de la situation dans la région en termes d'abris et BNA, alors que la recrudescence des attaques par les groupes armés de la région en 2019 a fragilisé une population déjà très vulnérable. L'évaluation, effectuée dans le cadre du Groupe de travail abris et biens non alimentaires (GT ABNA), a été financée par l'Office of U.S. Foreign Disaster Assistance (OFDA).

Dans l'objectif d'informer la réponse à la crise humanitaire dans la région, particulièrement dans le secteur des ABNA, l'évaluation a généré des résultats représentatifs au niveau communal selon un niveau de confiance de 95% avec une marge d'erreur de 9%. Les résultats sont basés sur 1 140 enquêtes ménages et 203 entretiens avec des informateurs clés, ainsi que 18 groupes de discussion.

Après une explication de la méthodologie, ce rapport présente les résultats de l'évaluation selon les sections suivantes :

- Profil démographique et tendances de déplacement
- Situation, besoins et stratégies d'adaptation en termes d'abris
- Situation, besoins et stratégies d'adaptation en termes de BNA
- Expérience et satisfaction de l'assistance en abris
- Expérience et satisfaction de l'assistance en BNA

¹⁴ OCHA, *Niger Humanitarian Overview*, Région de Diffa, Décembre 2019.

¹⁵ Direction Régionale de l'Etat Civil, des Migrations et des Réfugiés, *Situation des Personnes Déplacées : Réfugiés – Retournés – Déplacés Internes – Demandeurs d'Asile*, Septembre 2019.

¹⁶ REACH, [Evaluation de la situation en termes de protection des populations déplacées dans la région de Diffa](#), Niger, Novembre 2018.

¹⁷ OCHA, [Aperçu des Besoins Humanitaires 2018](#), Niger, 2017, p. 32.

¹⁸ REACH, [Evaluation en Abris et Biens Non Alimentaires dans la région de Diffa : Rapport d'évaluation](#), Décembre 2018.

METHODOLOGIE

Présentation de la méthodologie

La méthodologie a été élaborée afin de répondre aux questions de recherche suivantes :

1. Quel est l'état des abris de la population affectée ?
2. Quels sont les besoins en abris de la population affectée ?
3. De quels BNA dispose la population affectée actuellement ?
4. Quels sont les besoins en BNA de la population affectée ?
5. Quelle est la satisfaction et l'utilisation par les ménages ayant reçu de l'assistance des matériaux en abris et des BNA reçus lors des interventions ?
6. Quelle est l'évolution de la situation en termes de besoins et d'interventions abris et BNA entre 2018 et 2019 ?

Afin de répondre à ces questions, une méthodologie mixte a été retenue : un volet quantitatif réalisé à travers des enquêtes de ménages a produit des résultats représentatifs au niveau communal, couplé à des entretiens auprès d'informateurs clés pour recueillir des données indicatives directement au niveau des sites¹⁹, et un volet qualitatif basé sur la réalisation de GD²⁰ a été utilisé pour investiguer les vulnérabilités spécifiques de différents groupes de sexe et de statut et aider dans l'interprétation des résultats quantitatifs.

Les procédures d'échantillonnage des ménages et les outils de l'évaluation ont été définis en collaboration avec les membres du GT ABNA. La collecte de données a été réalisée à travers des entretiens au niveau du ménage et d'informateurs clés suivant deux questionnaires structurés.¹⁵ Les données ont été saisies sur des smartphones à l'aide de l'application Kobo. Après la formation des enquêteurs et un pilote, les données ont été collectées entre le 6 et le 28 novembre 2019. En ce qui concerne la collecte de données qualitatives, REACH a développé les guides de questionnement pour les GD avec le soutien des membres du GT ABNA. Les GD ont eu lieu entre le 13 et le 21 novembre 2019.

Après la collecte et le nettoyage des données quantitatives (ménages²¹ et IC), les résultats ont été calculés et pondérés afin de les agréger aux niveaux communal, départemental et régional. Quant au volet qualitatif, les notes des GD ont été transcrites et catégorisées, afin d'obtenir les tendances générales des sujets mentionnés par les femmes et les hommes, hôtes et déplacés. Les résultats des deux volets ont été complétés lorsque pertinents avec des données secondaires.

Volet quantitatif

Stratégie d'échantillonnage et niveau de confiance

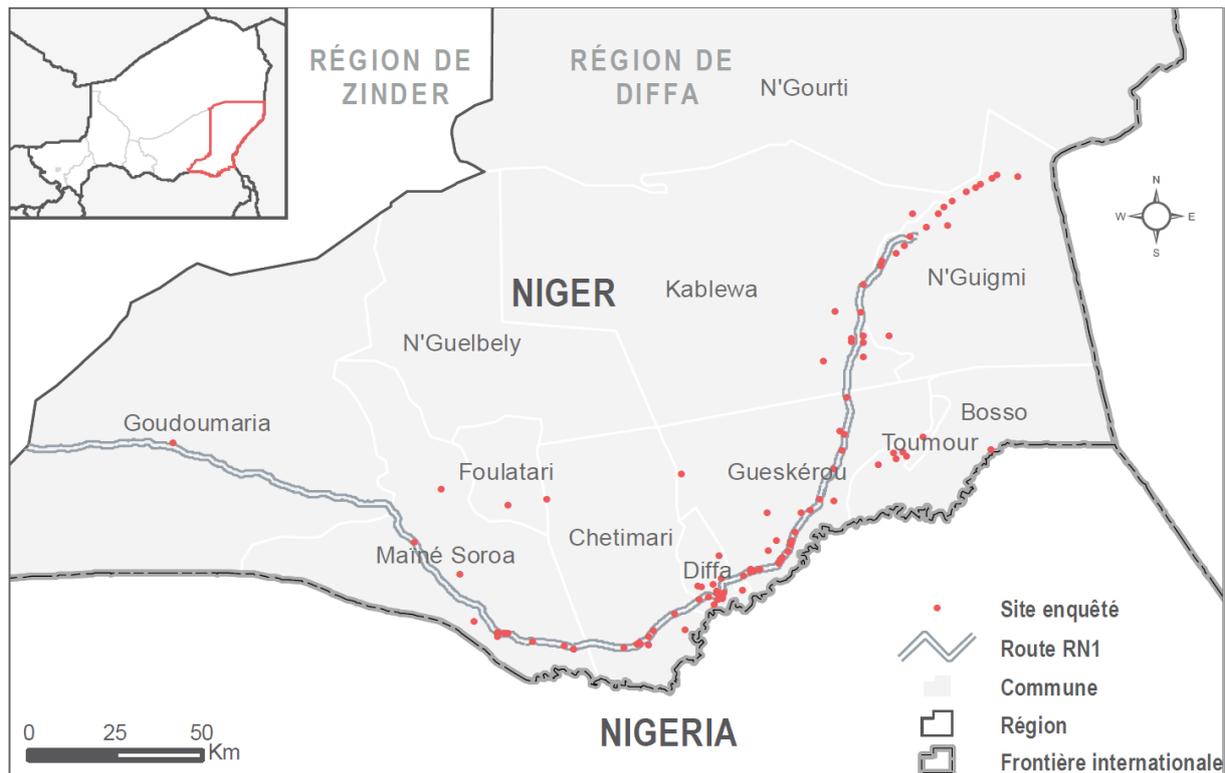
L'enquête cible les populations vivant dans les dix communes de la région de Diffa touchées par la crise du lac Tchad : Bosso, Toumour, Chétimari, Diffa, Gueskéro, Goudoumaria, Foulatari, Maine-Soroa, Kablewa et N'Guigmi. L'évaluation s'est intéressée aux populations déplacées (réfugiés, retournés, PDI, demandeurs d'asile) et non-déplacées vivant dans ces communes. L'évaluation a ciblé les 124 sites de déplacés répertoriés par la Direction Régionale de l'État Civil, de la Migration et des Réfugiés (DREC/M-R) en septembre 2019.

¹⁹ Les questionnaires ménages et informateurs clés peuvent être consultés dans les [Termes de référence](#) de cette évaluation.

²⁰ Les guides de questionnement pour les GD peuvent être consultés dans les [Termes de référence](#) de cette évaluation.

²¹ Populations affectées par la crise du Lac Tchad dans la région de Diffa.

Carte 1. Localités enquêtées dans le cadre du volet quantitatif



Deux stratégies d'échantillonnage distinctes ont été utilisées au niveau des communes dans le cadre des entretiens ménages ; ces stratégies et leur fondement sont détaillées ci-dessous. Les deux stratégies visaient la production de résultats représentatifs au niveau communal avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 9% au plus.

Sur les 124 sites DREC (123 + le camp de réfugiés de Sayam Forage) recensés et accessibles en septembre 2019, seulement 107 étaient encore accessibles en novembre durant la collecte de données. La plupart des sites restants étant situés dans des zones inaccessibles pour les acteurs humanitaires en raison de conditions sécuritaires critiques, ainsi qu'en raison des inondations qui ont eu lieu dans la région au mois de novembre. Les sites qui ont été exclus en amont de cette évaluation se trouvent principalement dans les communes de Bosso, Toumour et Gueskéroù. En outre, plusieurs sites n'ont pas pu être enquêtés dans les communes de Toumour (11 sites) et de N'Guigmi (6 sites) bien qu'ils aient été initialement inclus dans l'échantillonnage.²²

Echantillonnage 1

Dans les communes de Bosso, Toumour, Chétimari, Diffa, Goudoumaria, Foulatari, Maimé-Soroa, Kablewa et N'Guigmi, pour un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 9% au niveau communal, un total de 1 020 ménages a été enquêté dans 77 sites²³, selon la répartition par département détaillée ci-dessous.

²² Les sites qui n'ont pas été visités dans les communes de cet échantillonnage sont : Baassouri, Gadaddo, Gadagoum, Garoua, Gawoussa, Guel Baoua, Guelléhole, Kachacho, Karkawa, Kal Kabil, N'Gouba, Baalé, Blabirine, Djakimé 1 et 2, Fanta Kaleram, Faya, Koulbou Koura.

²³ Echantillonnage représentatif proportionnel.

Tableau 1. Nombre de ménages enquêtés dans les sites DREC, par commune

Département	Total ménages	Echantillon	Total sites enquêtés	Niveau de confiance
Bosso	2 957	114	1	95/9
Toumour	687	104	6	95/9
Chétimari	8 466	119	10	95/9
Diffa	26 844	124	17	95/9
Goudoumaria	1 466	112	1	95/9
Foulatari	345	91	4	95/9
Mainé – Soroa	5 592	118	10	95/9
Kablewa	5 766	118	10	95/9
N'Guigmi	7 213	120	18	95/9

Il est important de noter qu'il n'existe pas de données sur la population totale (tous statuts confondus) par site au niveau de la région de Diffa. Les chiffres sur la population hôte et sur le nombre de déplacés ont été combinés afin de déterminer pour chaque site la population totale. Tandis que les chiffres relatifs à la population hôte sont disponibles au niveau des localités, les chiffres les plus récents concernant les populations déplacées proviennent des estimations obtenues lors de la cartographie de la région en août 2018²⁴, ainsi que des recensements réalisés par la DREC concernant les nouveaux déplacements effectués en 2019²⁵. Ces chiffres ont pu être complétés par les données DREC 2017 et des informateurs clés habitant les sites pour les communes où il manquait des informations.

Échantillonnage 2

Dans la commune de Gueskéro, pour des raisons logistiques, un échantillonnage aléatoire en deux étapes a été utilisé. Cent-vingt ménages ont été enquêtés dans 19 sites²⁶ sur 27 initialement visés, permettant d'obtenir également un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 9% au niveau communal.

Choix des ménages à enquêter

Une fois sur le terrain, les équipes ont suivi une méthode systématique aléatoire pour effectuer le choix des ménages à enquêter sur les sites comprenant cinq enquêtes ou plus. Plus spécifiquement, la méthode « faire tourner le stylo » a été utilisée. A partir du centre du village, chaque enquêteur choisit aléatoirement une direction à parcourir, en faisant tourner un stylo. Ensuite, il/elle marche jusqu'à la limite extérieure du village suivant la direction indiquée par le stylo ; il/elle compte le nombre d'abris sur l'axe (si le village est de petite taille) ou de minutes nécessaires pour parcourir l'axe (si le village est de taille moyenne ou grande), et divise ce nombre par la cible de ménages à enquêter. On obtient ainsi un chiffre X qui est utilisé pour sélectionner les ménages à enquêter sur cet axe : en marchant depuis la limite extérieure du village vers le centre, l'enquêteur choisit le X^{ème} ménage rencontré sur la route, ensuite le X^{ème} ménage après le premier, et ainsi de suite. Les ménages ont été enquêtés à l'aide d'un questionnaire structuré adressé à un membre adulte (18+ ans) du ménage.

Pour les sites comptant moins de 5 enquêtes, un nombre entre 1 et 20 a été assigné aléatoirement à chaque site. A partir du centre du village, les enquêteurs ont fait tourner le stylo, puis ont compté le nombre de pas

²⁴ REACH Initiative, [Cartographie des infrastructures socio-communautaires, Niger](#), Août 2018.

²⁵ Direction Régionale de l'Etat Civil, des Migrations et des Réfugiés, *Chiffres des déplacés recensés sur les sites d'accueil suite aux nouveaux déplacements 2019*, Juin 2019 et Direction Régionale de l'Etat Civil, des Migrations et des Réfugiés, *Chiffres des déplacés recensés sur les sites d'accueil suite aux nouveaux déplacements 2019 Situation des Personnes Déplacées : Réfugiés – Retournés – Déplacés Internes – Demandeurs d'Asile*, Septembre 2019.

²⁶ Les sites n'ayant pas été visités sont : Alla Dalawaram, Argou I, Argou II, Bandi, Djougoulou, Douloum, Illaoura Dalawaram, Kangouri Mamadou.

correspondant au nombre assigné au site. Depuis le nouveau ménage, l'opération a été reproduite, et ainsi de suite jusqu'à obtenir toutes les enquêtes nécessaires.

En raison du faible nombre d'enquêtés qui ont reçu de l'assistance en abris (199 ménages) et en BNA (206 ménages), les résultats par rapport à l'expérience et la satisfaction d'assistance en abris et en BNA du volet quantitatif seront seulement présentés au niveau régional, en ajoutant les résultats des GD.

Choix des informateurs clés à interroger

Pour cette nouvelle évaluation, deux informateurs clés ont été interrogés sur l'ensemble des sites accessibles au moment de l'évaluation, soit 107 sites, et 203 enquêtes réalisées après le nettoyage des données. Ces informateurs clés étaient des chefs coutumiers ou religieux, des relais communautaires ou encore des responsables de l'administration locale susceptibles d'avoir des informations concernant la situation et les besoins en abris et biens non alimentaires. Ils ont permis d'obtenir des données indicatives, qui complètent les données représentatives recueillies auprès des ménages, et donnent des informations supplémentaires au niveau des sites.

Volet qualitatif

Ce volet, visant à interpréter les résultats quantitatifs, consiste en 18 GD répartis dans six communes avec des participants sélectionnés par âge et sexe : hommes déplacés (+18 ans), femmes déplacées (+18 ans), hommes hôtes (+18 ans) et femmes hôtes (+18 ans). Ces quatre GD ont été réalisés pour chaque localité sélectionnée. Les localités ont été choisies avec une approche intentionnelle, afin d'avoir une sélection variée en termes des départements, de taille de la localité et de situation de la localité (isolé, à proximité d'un village, faisant partie d'une agglomération). La sélection a priorisé les localités qui ont reçu de l'assistance en abris et/ou BNA pendant les douze mois avant les GD, afin d'être capable de collecter des informations sur la satisfaction et l'utilisation de cette assistance. Ces critères ont été sélectionnés dans le but de couvrir une variété de contextes qui pourraient déterminer des différentes expériences des populations, par rapport à l'accès aux abris et articles non alimentaires ainsi que par rapport à l'accès à l'aide en ABNA. Sur la base de ces critères, les six localités suivantes ont été sélectionnées (voir la carte 2 pour la cartographie des localités et le tableau 2 pour les caractéristiques des localités sélectionnées) :

Carte 2. Localités enquêtées dans le cadre du volet qualitatif

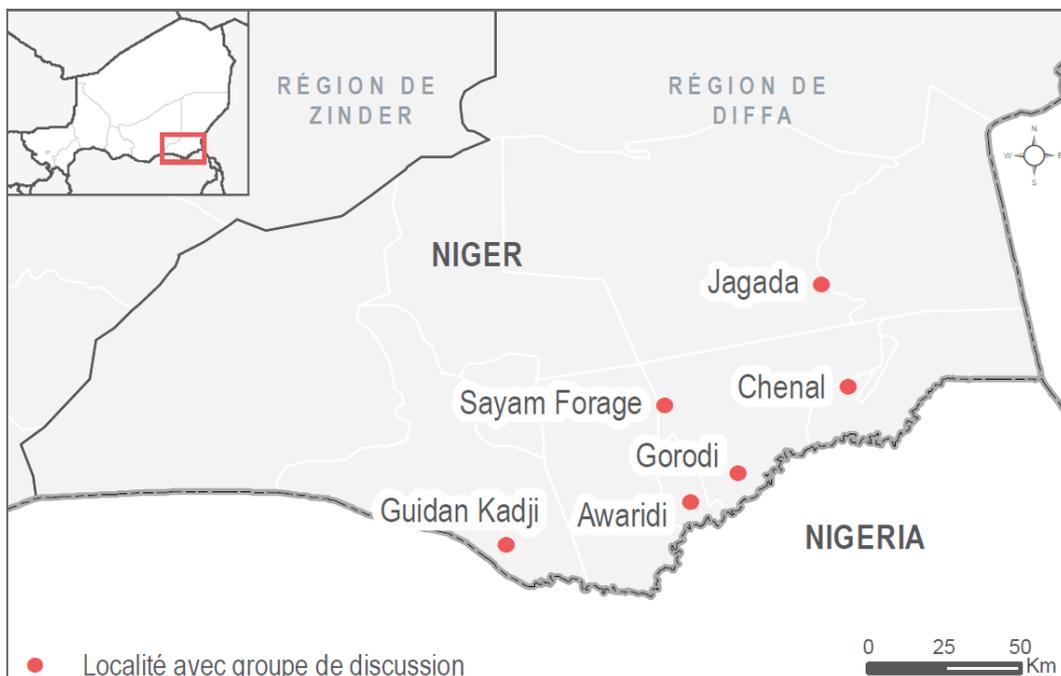


Tableau 2. Liste des localités sélectionnées pour les GD

Département	Localité	Taille approximative (ménages)	Localisation
Chétimari	Sayam Forage	3 799	A proximité
Diffa	Awaridi	2 246	Intégré
Gueskérou	Gorodi	325	A proximité
Bosso	Chenal	44	Isolé
Mainé-Soroa	Guidan Kadji	340	Intégré
N'Guigmi	Djagada	75	Isolé

Chaque groupe de discussion (hommes hôtes, femmes hôtes, hommes déplacés, femmes déplacées) comprenait 6 à 12 personnes, qui ont participé de manière anonyme. Sur les sites de Djagada, Chenal et Guidan Kadji, seuls les groupes de discussion déplacés ont été réalisés (pas de population hôte sur les sites).

Limitations

- Etant donné la difficulté à obtenir des données fiables au niveau des sites de déplacés (fréquence des arrivées et départs, création de sites spontanés), les populations par site ont été obtenues en agrégeant des données datant de 2017 et 2018 utilisées pour l'enquête ABNA et les nouvelles informations transmises par la DREC en septembre 2019. Cette approximation ne garantit pas l'exactitude des nombres sur lesquels se base l'échantillonnage en termes de peuplement des sites.
- Les résultats des enquêtes ménages sont seulement représentatifs par rapport à la population qui vit sur ces sites et ne sont pas généralisables au niveau de la région de Diffa.
- Quelques résultats s'appliquent uniquement à un sous-ensemble des ménages enquêtés.²⁷ Ces résultats peuvent avoir un niveau de confiance inférieur et une marge d'erreur plus large. Par conséquent, ils devraient être considérés comme indicatifs.
- En raison de l'insécurité qui règne dans la région de Diffa, six sites n'étaient pas accessibles dans la commune de N'Guigmi. De même, conséquence des inondations qui ont touché la commune de Toumour en novembre 2019, 11 sites n'y étaient pas accessibles. Par conséquent, une possible sous-représentation des populations vivant dans les zones les plus insécurisées et les plus vulnérables durant la saison des pluies existe, particulièrement dans les communes de N'Guigmi et Toumour.
- Selon la stratégie d'échantillonnage pour les enquêtes de ménage, les enquêteurs ont choisi des ménages d'une façon aléatoire. Néanmoins, comme les enquêteurs se sont concentrés sur les ménages vivant dans un abri, les ménages qui ne possèdent pas d'abris sont fortement sous-représentés.

²⁷ Par exemple les raisons principales pour les dommages *parmi les ménages qui ont des abris endommagés* ou les stratégies d'adaptation principales *parmi les ménages qui ont des problèmes par rapport à l'abri*.

- L'enquête a eu lieu au cours de la saison de pluie, pendant laquelle il y a fréquemment des inondations. Cela pourrait avoir influencé les résultats, puisque les besoins en abris et BNA pourraient être plus importants que pendant d'autres périodes de l'année.
- En raison du faible nombre d'enquêtés qui ont reçu de l'assistance en abris (199 ménages) et en BNA (206 ménages), les résultats du volet quantitatif par rapport à l'assistance reçue seront seulement présentés au niveau régional, en ajoutant les résultats des GD.
- Les résultats des GD sont uniquement indicatifs et ils couvrent seulement la diversité des expériences dans les six localités sélectionnées par le volet qualitatif. Les résultats des GD montrent plutôt les tendances et les raisons sous-jacentes.
- Les protocoles des enquêtes 2018 et 2019 ne sont pas exactement similaires. Il existe des différences notables en termes de période de collecte, conditions climatiques et sécuritaires, zones accessibles. De même, l'équipe d'enquêteurs sur le terrain a varié d'une année à l'autre. Pour ces raisons, il existe un biais dans la comparaison faite entre les deux années et les évolutions et recommandations qui en découlent.

RESULTATS

Ce chapitre présente les résultats les plus importants de l'évaluation en abris et BNA et est composé :

- D'un profil démographique de la population enquêtée, y compris le genre, l'âge et la composition des ménages de la population enquêtée, ainsi que leurs intentions de déplacement ;
- De la situation et des besoins en termes d'abris ; en particulier la typologie des abris, l'espace dans les abris, l'état des abris et les problèmes au niveau des abris ;
- De la situation et des besoins en termes de BNA, y compris un aperçu global capturé par le « score BNA », la disponibilité des articles clés et les stratégies d'adaptation les plus courantes mises en place pour satisfaire les besoins en BNA ;
- D'une évaluation des expériences et de la satisfaction par rapport à l'assistance en abris et en BNA, notamment la disponibilité de l'assistance, la satisfaction vis-à-vis de l'assistance reçue et les préférences par rapport aux types d'assistance et aux sources d'information et de communication ;

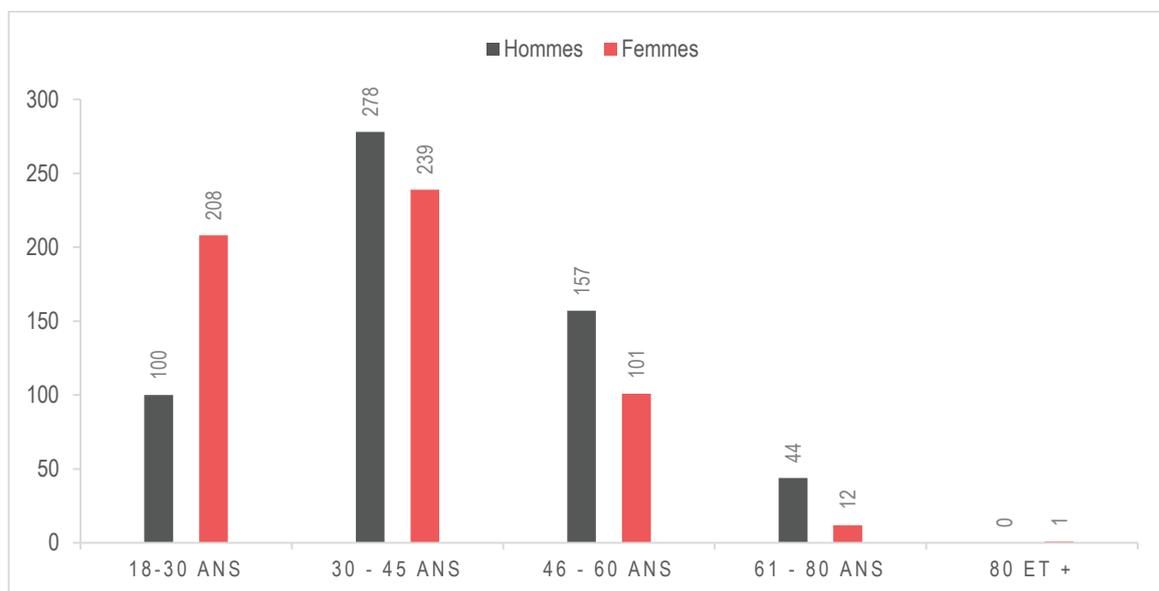
Chaque section vise à fournir des résultats pour les populations vivant dans les sites enquêtés et affectés par la crise du déplacement autour du lac Tchad. Les résultats ont été agrégés au niveau communal afin de mieux comprendre la situation et les besoins à l'échelle de cette unité administrative.

Profil démographique et tendances de déplacement

Genre et âge des individus enquêtés

La répartition des sexes entre les individus enquêtés est équilibrée, avec 49% de femmes et 51% d'hommes. Une différence existe néanmoins pour la tranche d'âge des 18-30 ans, où la proportion de femmes enquêtées est plus du double de celui des hommes (voir figure 1). Cela peut s'expliquer par le fait que les jeunes femmes restent souvent à s'occuper de la maison durant la journée, alors que les jeunes hommes assurent les revenus du ménage. Les individus enquêtés sont généralement jeunes, particulièrement les enquêtés féminins.

Figure 1. Population enquêtée par âge et sexe



La composition des ménages enquêtés

En moyenne, les ménages enquêtés sont composés de sept personnes et chaque ménage se compose de cinq enfants. En outre, les ménages dont le chef de famille est un homme comptent en moyenne plus de membres sur l'ensemble des communes que les ménages dont le chef de famille est une femme. La pratique courante de la polygamie dans les ménages dont le chef est un homme pourrait expliquer cette différence. De plus, les ménages déplacés, dont le chef de ménage est plus souvent une femme que dans les populations hôtes, sont souvent plus petits, suite au déplacement qui a contraint les ménages à se disperser.

Plus de la moitié des ménages comprend une personne à besoins spécifiques. **Il s'agit principalement de femmes enceintes ou allaitantes, qui sont présentes dans 34% des ménages de localités comptant des déplacés dans la région de Diffa** (voir figure 2). Ce groupe est particulièrement important dans la commune de Maïné-Soroa, où 50% des ménages sur les sites enquêtés comptent parmi leurs membres une femme enceinte ou allaitante au moins.

Ces tendances sont en ligne avec les moyennes nationales, puisque le Niger compte en moyenne sept naissances par femme²⁸. Dans ce contexte, le pourcentage élevé de femmes enceintes ou allaitantes au sein des ménages contribue à maintenir une croissance de la population élevée dans la région de Diffa. Cette croissance démographique peut avoir des effets négatifs sur l'espace disponible dans l'abri et le nombre de BNA par personnes dans le foyer. L'assistance humanitaire devrait donc prendre en compte ce paramètre et envisager une aide adaptée en termes de nombre de personnes dans le foyer, et de l'âge des personnes à assister (potentiellement des enfants en bas âge).

Figure 2. Pourcentage de ménages avec au moins une personne à besoins spécifiques, par type



Il y a également une proportion non négligeable de ménages comptant au moins une personne en situation de handicap dans la région (7%) et un enfant séparé ou non-accompagné (9%). Enfin, bien que les chefs de ménages soient en grande majorité des hommes, 29% des ménages de la région de Diffa sont tout de même dirigés par des femmes. Les ménages comptant un membre à besoins spécifiques ou dont le chef de ménage est une femme sont, selon les participants aux GD, les ménages les plus vulnérables en termes d'abris et de situation BNA.

Dynamiques de déplacement

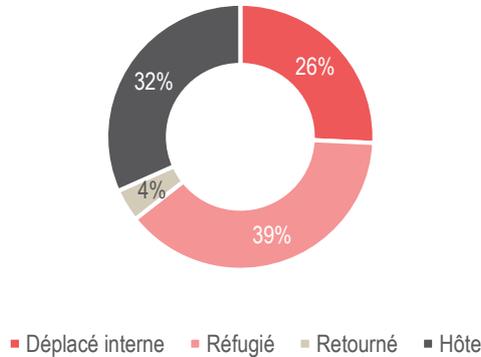
Les dynamiques de déplacement sont des facteurs clés pour la compréhension des besoins en BNA et en abris, ainsi que pour la planification de l'aide humanitaire. En effet, la connaissance des nouvelles arrivées permet d'intervenir sur des populations souvent en situation de grande vulnérabilité, en les dotant d'abris d'urgence ou de transition par exemple. A l'inverse, des populations installées depuis longtemps et n'ayant pas été assistées auront besoin d'un renouvellement de leurs matériaux d'abris ainsi que des BNA au sein du foyer.

Les ménages déplacés représentent 68% des ménages de l'enquête. Parmi eux, les réfugiés sont les plus nombreux et représentent 39% des ménages interrogés. Toutefois, ces populations sont déjà installées depuis un certain temps dans la région. Ainsi, seul 2% des ménages sont arrivés depuis moins de 3 mois. En fait, **83% des ménages déplacés indiquent s'être installés dans leur localité de résidence actuelle il y a un an ou plus.**

²⁸ World Bank, fertility rate (total, per woman), Niger, 2018.

Les ménages réfugiés sont installés depuis plus longtemps que les autres groupes, avec 85% déclarant vivre dans la localité depuis plus d'un an. En outre, 96% des ménages (hôtes compris) n'ont pas l'intention de se déplacer dans les 6 mois suivant la collecte de données. On peut en déduire que les installations dans la région de Diffa sont pour une large majorité des installations de moyen-long terme.

Figure 3. Statut des ménages enquêtés



Kablewa et N'Guigmi sont les deux communes où les ménages se sont installés le plus récemment. En tout, respectivement 26% et 22% des ménages sont installés dans la localité depuis moins d'un an. Dans la commune de Kablewa, il s'agit principalement de PDI, alors que dans la commune de N'Guigmi, on retrouve une proportion importante de réfugiés. La recrudescence d'incidents sécuritaires dans le département de N'Guigmi, que forment les deux communes et dans la zone du Lac Tchad attenante depuis janvier 2019 ainsi que les inondations expliqueraient ces dynamiques de déplacement récentes en comparaison avec les autres communes de la région.

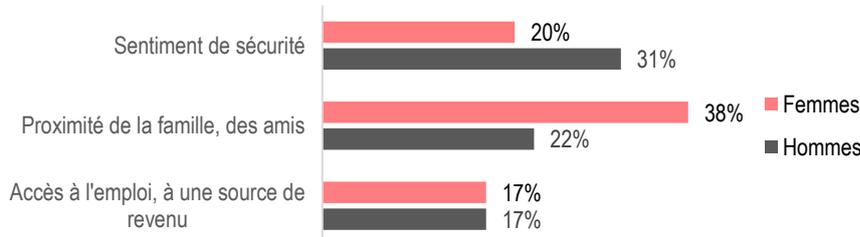
Figure 4. Pourcentage de ménages ayant l'intention de se déplacer dans les six mois suivant l'enquête



Le choix des ménages de rester dans la localité actuelle est motivé par divers éléments, **la raison majeure étant le sentiment de sécurité qu'ils ressentent à leur emplacement actuel (28%)**, suivi de près par la proximité de la famille et des amis, qui représente la raison principale de rester pour 26% des ménages. Cet aspect est particulièrement important pour les ménages dont le chef est une femme, qui le cite dans 38% des cas. En termes de groupes d'appartenance, les ménages hôtes n'ont pas l'intention de se déplacer car pour la plupart, ils ont toujours vécu dans cette localité et souhaitent y rester (44%). Quant aux ménages déplacés, c'est le sentiment de sécurité qui l'emporte (39%).

L'accès à l'emploi ou à une source de revenu constitue également une composante importante puisqu'elle motive l'installation durable dans la localité de 17% des ménages. Dans la commune de Gueskéro, ce paramètre est très présent, car il concerne 42% des ménages.

Figure 5. Les trois raisons principales pour rester dans la localité actuelle, parmi les ménages qui ont rapporté avoir l'intention de rester dans leur site actuel dans les six mois suivant l'enquête, et selon le genre du chef de ménage



Au niveau régional, la principale raison donnée par les ménages souhaitant s'installer dans une autre localité est l'accès à l'emploi ou à une source de revenu (31%). Cette explication est majoritairement avancée comme raison par les ménages déplacés (51%). Elle est suivie par la recherche d'une meilleure sécurité ailleurs, pour 16% des ménages, ainsi que la volonté d'accéder à l'aide humanitaire pour 15% des ménages. Les populations hôtes qui projettent de se déplacer sont principalement motivées par la recherche d'une meilleure situation sécuritaire ailleurs (38%).

En outre, les informateurs clés indiquent que parmi les ménages s'étant déplacés plusieurs fois avant de venir s'installer dans cette localité, la raison majeure était l'insécurité provoquée par les violences des groupes armés (72/78 IC ayant répondu). Les problèmes d'accès à la nourriture et aux BNA ainsi que la recherche de moyens de subsistance sont les deux autres raisons principalement évoquées (57/78 IC ayant répondu). A l'inverse, les tensions entre les communautés déplacées et hôtes ne semblent pas être à l'origine de ces déplacements.

Situation et besoins en termes d'abris

Typologie des abris

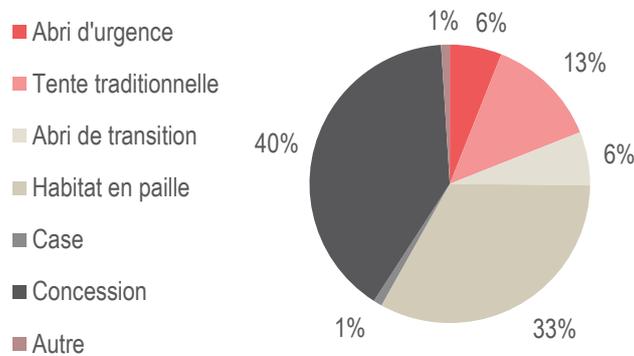
L'évaluation distingue six types de logement :

Concession	Une maison solide, construite en béton ou en terre.
Case	Un abri avec des murs solides et le toit en paille.
Habitat en paille	Un abri tout en paille.
Tente traditionnelle	Structure temporaire, souvent faite avec des matériaux locaux, des branches, du chiffon, etc.
Abri transitionnel	Abri de 16 m ² avec une structure métallique et des murs en banco. L'abri est de 1m de hauteur et a des palissades en matériaux locaux.
Abri d'urgence immédiat	Des tentes en plastique ou un abri construit avec des bâches ou des couvertures en tissu, avec des cordes et/ou des poteaux.

Les ménages enquêtés ont aussi indiqué habiter dans d'autres types d'abris, en particulier les Refugee House Unit (RHU), qui sont une typologie particulière d'abris transitionnels distribués par L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés uniquement.

Tandis que les concessions, les cases, les habitats en paille et les tentes traditionnelles sont des abris locaux, les abris transitionnels et les abris d'urgence sont normalement fournis par la communauté humanitaire. Les concessions et les cases sont les types d'abris les plus solides et durables, alors que les abris d'urgence et les tentes traditionnelles sont les plus vulnérables.

Figure 6. Pourcentage de ménages selon leurs types d'abris



Les ménages interrogés rapportent principalement vivre dans une concession, **toutefois les abris précaires, c'est-à-dire sans structure solide, représentent 58% des habitations de la région de Diffa**. Un tiers des ménages déclare vivre dans des habitats en paille, et 13% dans des tentes traditionnelles (voir figure 6). Les abris mis à disposition par les acteurs humanitaires, à savoir les abris d'urgence et de transition, abritent au total 12% des ménages de la région de Diffa (6% chacun). Enfin, 1% des ménages déclarent vivre dans des cases dans la région de Diffa en 2019.

La situation est particulièrement critique dans la commune de Gueskéro, puisque 84% des ménages ne disposent pas d'abris à structure solide, particulièrement vulnérables aux intempéries et manquant d'isolation. Les informateurs clés interrogés déclarent qu'en moyenne, plus de 85% des populations déplacées sont dans le besoin en termes d'abris dans la commune de Gueskéro. Dans la commune de Chétimari la situation est également préoccupante, 19% des ménages vivant dans des abris d'urgence, tandis qu'à Kablewa, 42% des ménages habitent des tentes traditionnelles. La situation semble être meilleure dans la commune de Goudoumaria, où 85% des ménages occupent des concessions et 6,25% des cases.

Les groupes de discussion ont quant à eux insisté sur la vulnérabilité des personnes sans-abris, qui représentent une partie importante des ménages de la région. En effet, ces derniers sont contraints de dormir dehors ou chez des voisins, ou de la famille, ce qui représente des risques sécuritaires et sanitaires importants.

Espace dans l'abri

Les ménages comme les groupes de discussion ont rapporté le manque d'espace dans les abris, étant donné le nombre important d'enfants et la taille importante des ménages (en moyenne sept membres), et des familles polygames. Ainsi, l'espace de vie disponible par personnes au sein des abris est à peine supérieur au standard Sphère (3,5m² / personne), avec 4,1m² disponible par personne dans la région. L'espace le plus restreint par personnes se trouve dans la commune de Kablewa, où les ménages ne déclarent disposer que de 3,9m² par personne. Ce standard Sphère a été instauré dans le but de garantir aux membres du ménage un espace suffisant pour le déroulé des activités journalières (dormir, préparer les repas, manger, se laver, etc.). L'abri, selon ce standard, doit également permettre de protéger et stocker les biens du ménage et d'en assurer la vie privée. En conséquence, un espace surchargé induit des risques sanitaires tels que la transmission de maladies infectieuses,

mais également des problématiques de protection et un manque d'intimité pour les membres du ménage.²⁹ Ce manque de place est par ailleurs au cœur des préoccupations des ménages, et est identifié par les participants aux groupes de discussion comme le problème principal dans les abris.

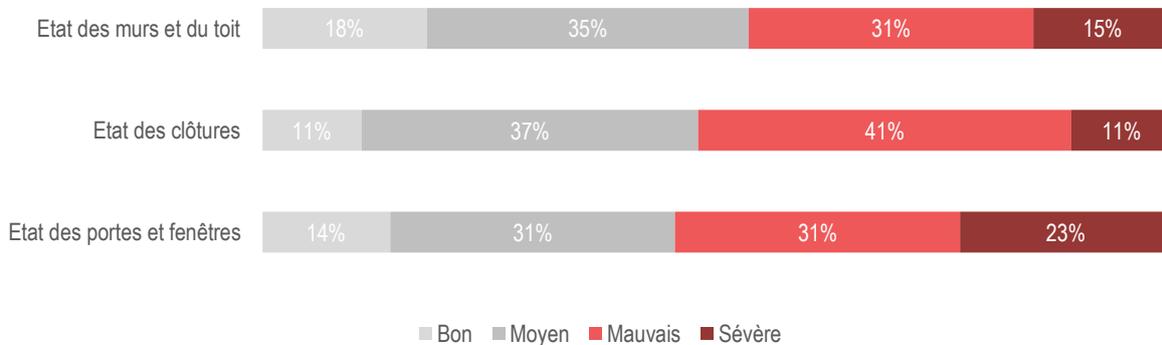
Ce manque d'espace peut notamment être dû à la situation du site de déplacés, selon s'il se trouve intégré à un village / une ville, à proximité ou si à l'inverse il s'agit d'un site isolé. On pourrait ainsi supposer que les abris se trouvant dans des sites urbains connaissent une plus importante pression urbaine limitant l'expansion possible de l'habitation tout comme l'accès à de nouvelles parcelles. A l'inverse, les sites isolés pourraient être plus propices à l'élargissement des abris proportionnellement à la taille du ménage. Ces hypothèses paraissent alignées avec les résultats obtenus sur le terrain, puisqu'on constate que dans la commune de Foulatari, où les sites sont isolés, l'espace moyen dans l'abri par personne est de 6m², alors que l'enquête dans le site de déplacés situé dans Bosso ville a mis en exergue un espace moyen par personne de 4,2m² dans l'abri.

Etat d'abris

Étant donné la proportion de ménages qui habitent dans des types d'abris vulnérables dans la région de Diffa, les abris sont souvent endommagés et une part considérable a des dommages importants. Les abris des ménages enquêtés ont été classifiés selon les quatre catégories suivantes et les résultats sont résumés dans la figure 7 :

Bon	Toit et murs / portes et fenêtres / clôtures en bon état (aucun dommage visible).
Moyen	Toit et murs / portes et fenêtres / clôture en état moyen (quelques dommages ou défauts superficiels).
Mauvais	Toit et murs / portes et fenêtres / clôture en mauvais état (dommages importants/structurels).
Sévère	Toit et murs / portes et fenêtres / clôture absent(e.s).

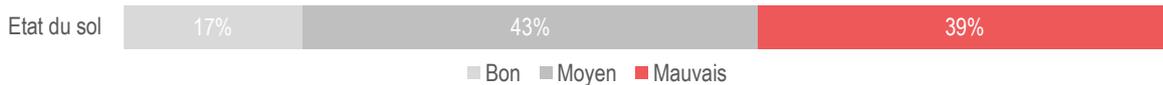
Figure 7. Pourcentage de ménages en fonction de l'état de leur abri



L'état du sol des abris a été également pris en compte, selon la typologie suivante :

Bon	Sol complètement travaillé.
Moyen	Sol travaillé en partie ou présentant quelques dégâts.
Mauvais	Pas de sol travaillé (sable, terre).

²⁹ [Le Manuel Sphère](#), Edition 2018..



On constate que pour l'ensemble de la région au moins 45% des ménages vivent dans un abri dont l'état est mauvais ou sévère. **Surtout, moins de 20% des ménages vivent dans un abri en bon état, quelle que soit la catégorie étudiée.** Les éléments censés assurer la protection et l'intimité des ménages ne sont pas dans un état suffisant pour garantir de bonnes conditions de vies aux ménages de la région de Diffa. En particulier, à Gueskéro, la moitié des ménages vivent dans un abri dont l'état (murs et toit) est sévère, et 57% dans un abri où les portes et les fenêtres sont en mauvais état. Similairement, à Kablewa, plus de 40% des ménages vivent dans un abri sans porte et/ou fenêtre. Il en ressort que l'état du sol est également critique au niveau de la région puisque plus d'un tiers des ménages ne bénéficient pas de sol travaillé et vivent à même la terre / le sable.

Les ménages dont le chef est une femme sont particulièrement touchés par cette problématique, puisqu'en moyenne 58% d'entre eux vivent dans un abri dont l'état (mur + toit) est mauvais ou sévère, contre seulement 42% des ménages dirigés par un homme. La même tendance est observée également pour l'état des portes et fenêtres (64% contre 50%) et des clôtures (64% contre 47%). Le fait qu'une proportion importante de ménages dont le chef est une femme déclare être réfugiés (39%, contre 22% pour les populations hôtes et PDI) pourrait également expliquer l'état précaire des abris.

De plus, la majorité des abris sont décrit par les participants aux groupes de discussion comme vieillissants et endommagés, ne garantissant pas aux ménages des conditions de vie décentes. Ce constat est confirmé par les résultats des enquêtes ménages, puisque 80% déclare que leur abri a connu des dégâts dans les 3 mois précédant la collecte de données. Les communes de Gueskéro et Toumour semblent particulièrement concernées par cette problématique, avec respectivement 93% et 91% des ménages répondant positivement à cette question. A l'inverse, la commune de Foulatari semble relativement épargnée par cette problématique. En effet, 47% des ménages sont concernés, bien en dessous des moyennes régionales.

Ces différences importantes pourraient être dues aux conditions climatiques particulièrement rudes entre septembre et décembre 2019 dans la région de Diffa. Les fortes précipitations ont entraîné de nombreuses inondations, aggravées par la crue de la Koumadougou. Les communes de Gueskéro et de Toumour ont été fortement frappées par ces dernières inondations, alors que la commune de Foulatari, dans les terres n'a pas été concernée.

Enfin, parmi les ménages déclarant que leur abri a été endommagé au cours des derniers mois, 52% sont en mesure de réparer les dégâts causés à leur abri. **Les ménages des communes de Kablewa et N'Guigmi sont les plus en difficulté lorsqu'il s'agit de réparer les abris, avec 69% et 68% des ménages n'étant pas en mesure de le faire.** L'insuffisance des moyens financiers pour acheter les matériaux est avancée dans les deux cas comme le principal frein aux réparations (dans plus de deux-tiers des cas), tendance qui se retrouve au niveau de la région de Diffa. Le manque de moyens financiers pour payer la main-d'œuvre nécessaire aux réparation est également une raison avancée, en particulier dans les communes de Foulatari (62%) et Goudoumaria (59%). Enfin, sont également évoqués par les ménages le manque de professionnels et de matériaux disponibles sur les marchés pour pouvoir intervenir sur les abris.

Principales causes des dégâts dans les abris et conséquences en termes de dommages

La principale cause des dégâts dans les abris sont les intempéries selon 68% des ménages de la région de Diffa. Les communes de Kablewa, N'Guigmi et Toumour sont les plus touchées par ce type de dommage, avec plus de 9 ménages sur 10 concernés. A l'inverse, dans la commune de Diffa les intempéries sont moins

fréquemment cités comme cause des dégâts à l'abri (47% des ménages les déclarant comme principale cause des dommages), comparé à d'autres facteurs comme le manque de maintenance. Ce dernier, qui peut être une conséquence du manque de moyens financiers évoqués précédemment, est la seconde raison de l'état dégradé des abris, et concerne 29% des ménages au niveau régional.

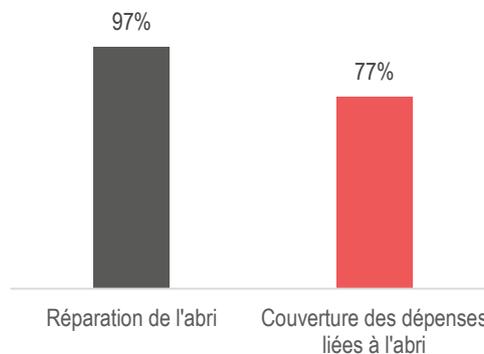
Il est toutefois important de noter que les conflits sont également évoqués dans les communes de Mainé-Soroa, Bosso, Diffa et Toumour par une minorité de ménages comme cause principale de l'endommagement des abris (respectivement 6%, 3%, 2% et 2%). De même, les ménages indiquent dans 4% des cas que les incendies sont la cause majeure des dégâts aux abris dans la commune de Toumour.

Il n'est pas étonnant de constater que 67% des ménages de la région de Diffa rapportent que les principaux types de dommages à leurs abris sont les fuites et infiltrations d'eau pendant la saison des pluies. En particulier, ces dommages sont les conséquences principales mentionnées par une majorité des ménages dans les communes de Foulatari (92%) et de Chétimari (85%). Cependant, le dégât le plus souvent cité par les ménages dans les abris de la région reste les fissures / déchirures ou trous dans le toit des abris (plus de 7 ménages sur 10). Les toits des abris semblent particulièrement dégradés dans le département de N'Guigmi (rapporté par 92% des ménages à Kablewa et 91% à N'Guigmi). En outre, presque 1 ménage sur 3 déclare avoir des trous / fissures / déchirures dans les murs de l'abri. Enfin, les portes, fenêtres et la ventilation endommagées sont également cités comme dégâts dans les abris de la région.

Stratégies d'adaptation en abris

En raison des difficultés à réparer les abris et des conséquences de ces dégâts sur la santé et la sécurité des ménages, ces derniers sont nombreux à mettre en place des stratégies d'adaptation.

Figure 8. Pourcentage de ménages adoptant des stratégies pour pallier leurs besoins en abris, par type de problématiques³⁰



Ainsi, 97% des ménages en incapacité de réparer leur abri ont recours à des stratégies d'adaptation pour pallier cette difficulté, alors que 77% des ménages ne parvenant pas à couvrir les dépenses liées à l'abri (réparations, mais aussi maintenance, loyer) avec leur revenu initial développent également des stratégies d'adaptation (voir figure 8).

Réparation des dégâts dans l'abris

Tout d'abord, la principale méthode utilisée pour réparer l'abri reste l'acquisition des matériaux nécessaires sur le marché et concerne 47% des ménages. **Cela explique qu'une partie des ménages ne soient pas en mesure**

³⁰ Les problématiques présentées ont été posées dans deux questions séparées ce qui explique le total des pourcentages supérieur à 100%.

de réparer les abris, quand la principale difficulté qu'ils déclarent rencontrer est le manque de moyens financiers pour acheter les matériaux nécessaires. Pour contourner cette difficulté, de nombreux ménages (29%) partent également aux abords de leur localité pour trouver directement les matériaux dont ils ont besoin dans la nature. La majorité des participants des groupes de discussion évoque également cette méthode pour parvenir à réparer les abris malgré des moyens insuffisants. Selon les participants des groupes de discussion, les réparations s'organisent ensuite en équipe et sont principalement gérées au niveau du village par les hommes et les garçons, dans le cas des réparations directes de l'abri.

Les ménages utilisent d'autres méthodes au niveau de la région pour réparer les abris : 23% parviennent à se procurer les matériaux dont ils ont besoin chez les cultivateurs, notamment des tiges de mil, alors que 21% utilisent les matériaux disponibles dans l'abri. Cette méthode est utilisée majoritairement dans les communes de Goudoumaria (42%) et de Chétimari (43%). Pourtant, l'utilisation de matériaux et objets originalement dédiés à d'autres fonctions peut avoir des conséquences négatives sur le ménage, notamment en ce qui concerne la disponibilité des BNA dans le ménages, comme il sera expliqué ensuite. Enfin 13% des ménages ont recours à l'aide d'un voisin ou de la famille, notion d'entraide largement reprise lors des groupes de discussion, et 1% emploie directement un professionnel.

Couverture des dépenses liées à l'abris

En outre, une partie des ménages ne parvient pas à couvrir les dépenses liées à l'abri (entretien, réparation, loyer, etc.), et est obligée en conséquence d'adopter des stratégies d'adaptation pour pallier ce manque de ressources. **Dans ce cadre, la vente des biens du ménage est la première stratégie adoptée par les ménages pour obtenir des ressources pécuniaires (43% au niveau de la région).** Cette méthode est particulièrement utilisée à Chétimari et Foulatari (par plus de 2/3 des ménages). Surtout, les ménages hôtes l'utilisent particulièrement (plus de la moitié) alors que les réfugiés ne sont que 37% à y avoir recours. Cela pourrait être dû au fait que les ménages hôtes disposent de plus de biens à revendre, quand les réfugiés ont potentiellement dû fuir leur pays d'origine, emportant avec eux relativement peu de biens.

Le recours à un emprunt et l'endettement est la deuxième stratégie d'adaptation la plus employée dans la région de Diffa pour parvenir à couvrir les dépenses liées à l'abri (30% des ménages). Cette stratégie semble être particulièrement courante dans la commune de Goudoumaria où elle concerne 82% des ménages. A l'inverse, seulement 5% des ménages de la commune de Gueskérou disent y avoir recours. Certains groupes de discussion évoquaient que le recours à cette stratégie n'intervenait qu'en dernier ressort, dans les situations extrêmes.

En outre, environ un cinquième des ménages se trouve contraint de réduire les dépenses non alimentaires telles que la santé et l'éducation des enfants ainsi que la consommation alimentaire pour pouvoir couvrir les dépenses liées au loyer. Dans la commune de Gueskérou, où l'endettement n'est pas perçu comme une option viable, la réduction de la consommation alimentaire est trois fois supérieure à la moyenne régionale (3 ménages sur 5). En revanche, les ménages vivant dans la commune de Kablewa n'ont que très peu recours à la réduction des dépenses non alimentaires et de la consommation alimentaire, respectivement 1% et 5%. La vente des moyens de transport et de production des ménages comme la vente de parcelles de terres sont quant à elles des stratégies peu employées à l'échelle de la région. Enfin, il est à noter que 23% des ménages qui ne parviennent pas à couvrir les dépenses liées à leur abri n'ont recours à aucune stratégie d'adaptation pour pallier ce manque.

Problèmes au niveau d'abris

Problèmes liés aux intempéries

Les intempéries sont le principal problème identifié par les ménages au niveau de la région (68%). Les ménages des communes de Kablewa, Gueskérou et Toumour sont particulièrement vulnérables à ce problème, puisqu'il concerne plus de 90% des répondants.

Problèmes en matière de sécurité

La sécurité reste au cœur des préoccupations des ménages, notamment puisqu'elle est régulièrement citée comme une raison de rester dans la localité ou de se déplacer vers un nouveau lieu. Toutefois, il ne semble pas que les conflits soient le principal problème lié à l'abri. En effet, seul 1% des ménages de la région l'identifie comme tel. La commune de Mainé-Soroa semble être la plus concernée avec 6% des ménages identifiant les conflits comme principale source de problèmes pour les abris.

Pourtant, les informateurs clés soulignent les risques liés à l'insécurité persistant dans la région, qui est en effet dans l'ensemble des communes la première raison évoquée par les IC pour expliquer les déplacements de populations.

Manque d'accès aux services de base à proximité

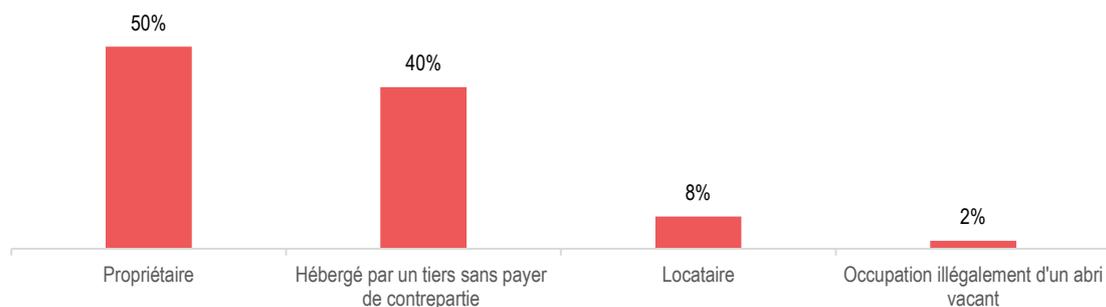
Le manque d'accès à des services de base, notamment liés à l'hygiène et l'assainissement dans la région constitue également une problématique majeure dans les abris, et particulièrement pour les ménages des sites de déplacés de Kablewa et N'Guigmi. **Onze pour cent (11%) des ménages des sites de déplacés de la région de Diffa déclarent ne pas disposer de latrines autour de leur abri (20m).** Parmi ces ménages, 59% ne disposent pas de latrines dans un périmètre de 500 mètres. La situation est particulièrement précaire dans les communes de N'Guigmi (80%) et Kablewa (62%). De plus, parmi ceux qui en disposent, 23% ne les utilisent pas dans la région, principalement pour des raisons culturelles et parce qu'il y a trop de monde pour une même latrine. Le manque d'accès aux latrines et le manque de propreté sont également évoqués. Enfin, l'insécurité lors de l'utilisation des latrines ne concerne que 6% des ménages.

En parallèle, **87% des ménages de la région vivant dans les sites de déplacés rapportent ne pas disposer de points d'eau pour boire, cuisiner ou se laver dans leur abri.** Parmi eux, 21% déclarent ne pas disposer non plus d'un point d'eau à proximité (<500m). Environ la moitié des ménages sont concernés par le manque d'un point d'eau à proximité dans les communes de N'Guigmi et Kablewa.

Problèmes au niveau de la propriété

La plupart des ménages sont propriétaires de leurs abris (50%, voir figure 9). Il y a aussi un pourcentage important de ménages qui disent être hébergés sans payer de contrepartie, soit par d'autres ménages soit par les autorités, dans des abris mis à disposition.

Figure 9. Pourcentage de ménages selon leurs types de logement



En outre, 8% des ménages déclarent être locataires. La majeure partie des ménages locataires se trouvent dans la commune de Diffa et le camp de Goudoumaria (respectivement 14% et 13% des ménages vivant dans les sites de déplacés). Au niveau de la région, les deux tiers des locataires étaient en mesure de payer leur loyer au cours des 3 mois précédant la collecte de données, et près de 70% des locataires jugeaient que le prix du loyer était abordable. En outre, seul 11% des ménages déclarent que le prix du loyer a augmenté au cours des 3 derniers mois. Cette stabilité des prix est par ailleurs confirmée par les IC informés sur la question. Enfin, une minorité de

ménages (2%) déclare occuper un abri illégalement. Les occupations illégales d'abris concernent 3% des ménages enquêtés dans la ville de Bosso et la commune de Gueskéro³¹.

La quasi-totalité des ménages déclarent n'avoir aucun problème lié à l'occupation des abris (97%). Sont toutefois cités comme problèmes d'occupation les menaces d'éviction ou de harcèlement, les disputes avec les voisins, les litiges sur qui est le propriétaire légitime de l'abri, ou encore le manque ou la perte de documentation relative à l'abri. Toutefois, parmi les ménages concernés par ces problèmes d'occupation, 43% déclarent qu'ils pourraient être contraints de s'installer ailleurs dans les 3 prochains mois à cause de celui-ci.

Situation et besoins en termes de BNA

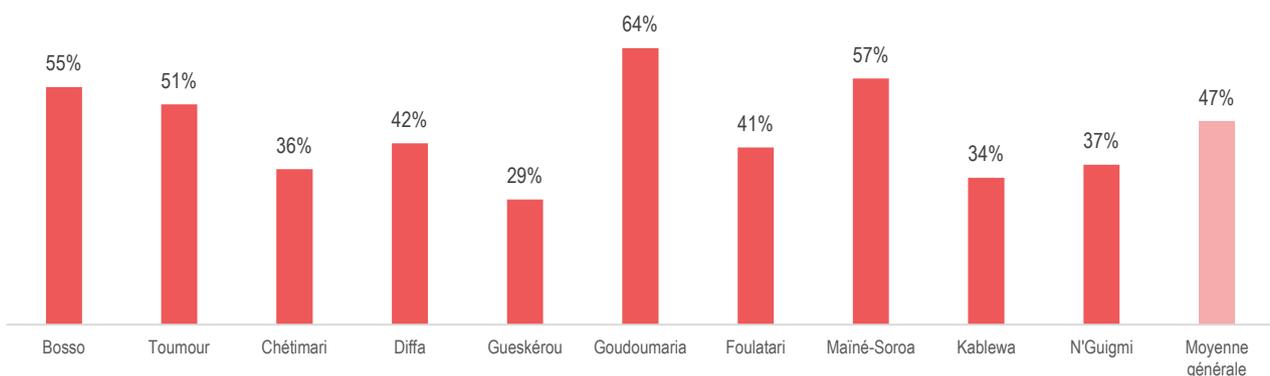
Situation globale et scores BNA

Le score BNA est un outil permettant de résumer la situation des ménages en termes de BNA. Il se base à la fois sur la quantité et la qualité des BNA détenus par les ménages. Il prend spécifiquement en compte les bidons, seaux, moustiquaires, casseroles, habits d'enfants, supports de couchage et couvertures dont le ménage dispose. A chaque ménage est accordé un score BNA entre 0 (= bon) et 5 (= sévère).³² Un score de 3,5 ou plus indique qu'un ménage a des besoins urgents en BNA (voir figure 10). Ce score a été calculé pour cette évaluation sur le modèle matriciel utilisé par le Mécanisme de réponse rapide (RRM) du pays.

Le score moyen obtenu par les ménages dans la région de Diffa est d'environ 3,3. Il est légèrement inférieur au seuil critique défini par les standards du RRM. Toutefois, il dépasse ce seuil dans quatre communes enquêtées : Goudoumaria (3,7), et Maïné-Soroa, Bosso et Toumour (3,5). Cela confirme qu'il existe des zones avec un besoin urgent en BNA dans la région.

A l'inverse, la situation en termes de BNA paraît moins critique dans les communes de Foulatari, Gueskéro et Kablewa, où le score moyen obtenu par les ménages est inférieur à 3,1. En comparaison aux autres communes, les besoins en BNA sont par ailleurs mieux couverts. Ces tendances se retrouvent dans le graphique ci-dessous, où les communes ayant la proportion de ménages ayant obtenu un score BNA supérieur ou égal à 3,5 ont les scores BNA les plus faibles.

Figure 10. Pourcentage de ménages ayant un score BNA de 3,5 ou plus élevé, par commune³³



³¹ Etant donné la sensibilité de cette information, certains ménages enquêtés de la région de Diffa pourraient ne pas avoir déclaré occuper illégalement l'abri bien qu'il s'agisse de leur véritable situation. Il y a donc un risque de sous-représentation des ménages occupant illégalement leur abri dans la région.

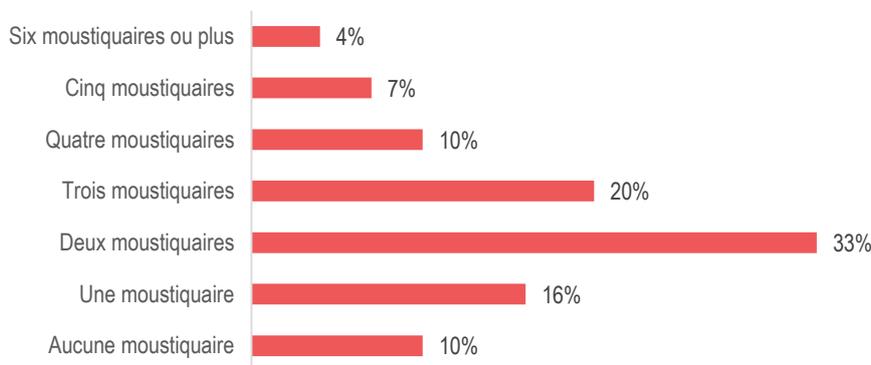
³² Global Shelter Cluster, [Introduction to NFI Needs Assessment](#).

Situation en termes de biens individuels

Le score BNA permet de connaître la situation globale des ménages en termes de quantité et de qualité détenue par rapport au nombre de personne du ménage. Pourtant, une analyse des besoins de chaque commune en termes de BNA spécifique peut permettre d'identifier des vulnérabilités propres à chaque région.

Le manque de disponibilité des moustiquaires est particulièrement inquiétant à l'échelle de la région (voir figure 11). Seulement 4% des ménages enquêtés disposent d'une moustiquaire par membre du ménage, chiffre stable comparé à 2018. **Plus préoccupant, 10% des ménages de la région de Diffa déclarent ne disposer d'aucune moustiquaire.** Dans un pays où les maladies transmises par les vecteurs moustiques, notamment le paludisme, sont très répandues, le besoin de mise à disposition de moustiquaires pour les ménages sont particulièrement importants.

Figure 11. Pourcentage de ménages par nombre de moustiquaires détenues dans la région de Diffa



Concernant les besoins spécifiques à chaque commune, Goudoumaria est particulièrement concernée par le manque de couvertures, supports de couchage et casseroles comparé aux autres communes. De même, les ménages de la commune de Bosso manquent de seaux et de savons, alors qu'à Toumour, il y a peu de moustiquaires et d'habits d'enfants complets disponibles par ménage. Enfin, sur l'ensemble de la région, la majorité des ménages ne dispose pas de cendres pour le lavage des mains, ce qui présente un risque sanitaire pour les ménages, notamment en ce qui concerne la transmission de maladies infectieuses.

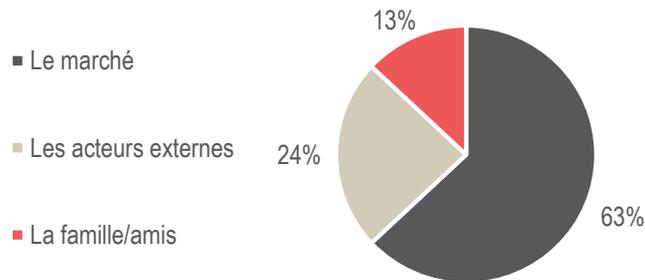
Sur les 203 IC interrogés dans la région de Diffa, 184 déclaraient qu'il existait un besoin urgent de couvertures dans leur localité. A Toumour, les 12 IC ont identifié ce besoin. De même, les communes de N'Guigmi, Diffa, Chétimari et Gueskérou sont particulièrement concernées, puisque respectivement 37/42 IC, 31/35 IC, 19/20 IC et 43/54 IC fléchissent ce besoin. En parallèle, 134/203 IC soulignaient le manque de supports de couchage pour les ménages de leur localité.

Les ménages comptant au moins une femme enceinte ou allaitante ont aussi des besoins particuliers en termes de BNA, qui incluent les habits pour nourrisson, les couches, la pommade, les serviettes et les couvertures pour nouveau-nés. Des manques importants en la matière sont à noter dans la ville de Bosso, où les ménages avec au moins une femme enceinte ou allaitante ne disposent en moyenne que de 1,2 couche. De même, dans la ville de Bosso et le site de Goudoumaria, seule 0,1 pommade est détenue par les ménages comptant une femme enceinte ou allaitante. Dans l'ensemble, les ménages ne disposent pas du nombre suffisant de BNA pour couvrir les besoins des enfants en bas âges et des nouveau-nés.

Sources de BNA

Les deux tiers des ménages dans les sites enquêtés de la région de Diffa obtiennent les BNA dont ils ont besoin sur le marché (voir figure 12). En particulier, 93% des ménages de Foulatari et 85% des ménages de N'Guigni indiquent qu'il s'agit de la source principale de BNA. **Dans ce contexte, la distance souvent importante rapportée par les informateurs clés au marché (53 IC déclarent qu'il faut entre 1h et 2h et 50 plus de 2h, sur un total de 203 IC) constitue un obstacle majeur pour se procurer des BNA.** Cette distance s'explique notamment par l'état d'urgence dans la région de Diffa, qui a entraîné la fermeture de nombreux petits marchés dans les communes.

Figure 12. Sources principales de BNA au cours des 12 mois précédant la collecte de données



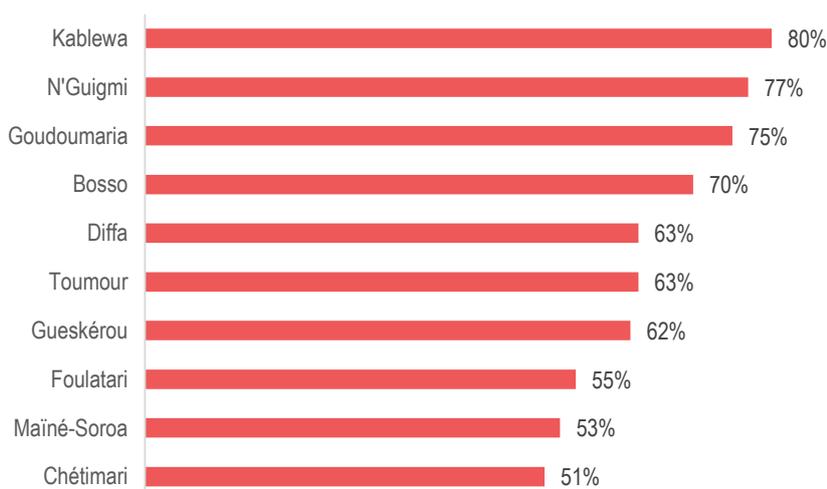
Les ménages dépendent par ailleurs grandement des acteurs extérieurs tels que les ONG pour s'approvisionner en BNA, comme l'indiquent les résultats obtenus (près d'un quart des ménages). La commune de Gueskérou est particulièrement concernée par ce besoin de soutien extérieur, puisque 45% des ménages indiquent que leur source principale de BNA sont des acteurs extérieurs. Enfin, le système d'entraide par un réseau familial et de proches permet à 13% des ménages de se procurer des BNA.

Capacité à s'approvisionner en BNA et stratégies d'adaptation

Couverture des besoins en BNA

En outre, la majeure partie des ménages (64%) n'ont pas réussi à se procurer au cours des six derniers mois les BNA dont ils avaient besoins (voir figure 13). Dans la commune de Kablewa notamment, seul 20% des ménages ont pu se procurer les BNA. De même, 32% des ménages comptant au moins une femme enceinte ou allaitante parviennent à couvrir les besoins spécifiques en BNA liés au nouveau-né. Cette proportion tombe à 18% dans la commune de Kablewa et 11% pour N'Guigni. Il existe donc un fort besoin de mise à disposition de BNA pour les nourrissons dans la région.

Figure 13. Pourcentage de ménages rapportant être en incapacité de se procurer les BNA dont ils avaient besoin au cours des 6 mois précédant la collecte de données par commune



De même, les ménages comptant des femmes enceintes ou allaitantes peinent à couvrir leurs besoins spécifiques en BNA. Ainsi, **64% des ménages enquêtés comptant au moins une femme enceinte ou allaitante rapportent ne pas pouvoir couvrir ces besoins**. Dans les villes de Bosso et Goudoumaria et dans les communes de Kablewa et N'Guigmi, plus de trois quarts des ménages se disent concernés. En revanche, la commune de Gueskéroou semble être moins touchée par cette problématique puisque 65% des ménages déclarent être en mesure de satisfaire les besoins en BNA des femmes enceintes ou allaitantes au sein de leur foyer.

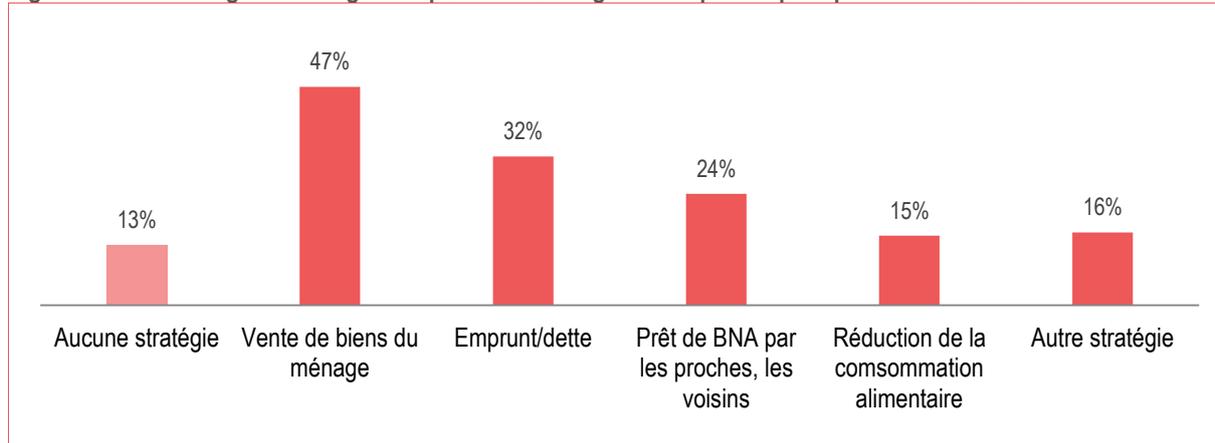
La principale raison évoquée par les ménages pour expliquer les difficultés à se procurer les BNA dont ils ont besoin est le prix des articles. Ainsi, au niveau de la région de Diffa, 70% des ménages n'ayant pas pu couvrir leurs besoins en BNA donnent cette explication. Spécifiquement, l'ensemble des ménages concernés dans la commune de Kablewa et 89% des ménages concernés dans la commune de Chétimari donnent cette raison. Pour 13% des ménages de la région, il s'agit de contraintes physiques empêchant l'accès au marché.

Bien que 143/203 IC interrogés déclarent que l'accès des populations de leur localité aux BNA ne varie pas au cours de l'année, les variations des prix des articles sur le marché pourraient avoir un impact sur les capacités des ménages à couvrir leurs besoins. En effet, 117/203 IC interrogés indiquent que le prix des BNA varie sur le marché au cours de l'année, et la majorité identifie la saison froide (octobre – février) et en particulier les mois de novembre et décembre (72 et 74 IC sur 117) comme les plus chers de l'année. Dans ce contexte, la collecte de données auprès des ménages est intervenue à la période où les BNA sont les plus coûteux sur le marché, et pourrait avoir amplifié l'importance des réponses du type « les BNA sont trop chers sur le marché » ou « manque de moyens financiers pour se procurer en BNA » comparé aux autres périodes de l'année.

Stratégies d'adaptation pour couvrir les besoins en BNA

Pour pallier cette difficulté, une partie importante des ménages met en place des stratégies d'adaptation et obtiennent ainsi les BNA dont ils ont besoin en priorité. Ainsi, seulement 13% des ménages déclarant ne pas avoir pu se procurer les BNA dont ils avaient besoin au cours des six derniers mois n'ont pas mis en place de stratégies d'adaptation pour combler leurs manques. A l'inverse, **47% des ménages ont recours à la vente des biens du ménage** (figure 14). Cette méthode est particulièrement utilisée dans les communes de Foulatari et Kablewa (par environ deux tiers des ménages). Cette stratégie, si elle permet de répondre à des besoins urgents, ne constitue pas une stratégie viable sur le long terme, car elle revient à échanger un BNA contre un autre, et entretient le manque de certains articles.

Figure 14. Pourcentage de ménages adoptant des stratégies d'adaptation pour pallier les besoins en BNA³⁴



Près d'un tiers des ménages ont par ailleurs recours à l'emprunt ou l'endettement, ce qui constitue également une problématique sur le long-terme, en particulier due à la faible capacité des ménages à mobiliser des ressources pour repayer cette dette. Ce type de stratégie d'adaptation contribue également à la diminution des ressources disponibles pour l'épargne ou pour l'investissement dans une activité génératrice de revenu (AGR) sur le moyen / long-terme. Cette pratique est courante dans les communes de Goudoumaria et Chétimari où elle concerne respectivement 74% et 66% des ménages. De plus, le prêt de BNA par les proches ou les voisins, outre une source de BNA est également une méthode pour se procurer en BNA lorsque les ménages manquent de ressources pour le faire (24%).

Enfin, d'autres stratégies sont utilisées telles que la réduction de la consommation alimentaire (15% des ménages) ou la réduction des dépenses non alimentaires comme la santé et l'éducation (7%). De manière mineure, les ménages peuvent également avoir recours à la vente des moyens de production / transport du ménage, ou à la vente de parcelles de terre pour couvrir ces besoins. Par ailleurs, 38% des ménages ont recours à un mixte de ces stratégies pour parvenir à couvrir leurs besoins en BNA

Expérience et satisfaction de l'assistance en abris

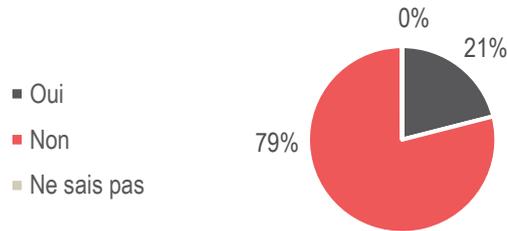
Assistance en abris reçue

Disponibilité de l'assistance

D'après les résultats de l'évaluation, la majorité des ménages n'a pas reçu d'assistance en abris au cours des 12 mois précédant la collecte de données. De plus, la proportion des ménages ayant reçu de l'assistance est restée stable entre 2018 et 2019, avec respectivement 22% et 21% de ménages enquêtés qui ont reçu de l'assistance (figure 15). Spécifiquement, aucun ménage de la commune de Foulatari interrogé n'a déclaré avoir reçu une assistance en abris. La commune de N'Guigmi et les villes de Bosso et Goudoumaria ont également été peu assistées (moins de 7% des ménages) dans les sites enquêtés. A l'inverse, 40% des ménages de Gueskérou et 36% des ménages de Chétimari déclarent avoir reçu de l'aide humanitaire en abris. Il convient toutefois de noter que l'échantillonnage des ménages étant aléatoire, il est possible que parmi les ménages n'ayant pas reçu d'assistance, a) les besoins en abris de ces ménages soient comblés, et/ou b) ces derniers n'aient pas besoin d'assistance.

³⁴ La réponse étant à choix multiples, le total des pourcentages peut être supérieur à 100% ; Autres stratégies : 'dépendance d'aide ou de dons d'autrui', 'réduction de la consommation alimentaire', 'réduction de dépenses non alimentaires (éducation, santé etc)' et 'autre'. La vente d'abris ou de parcelles de terre était aussi parmi les options de réponses, mais cette stratégie n'a été choisie par aucun ménage enquêté.

Figure 15. Pourcentage de ménages ayant reçu de l'assistance en abris au moins une fois pendant les 12 mois précédant l'évaluation

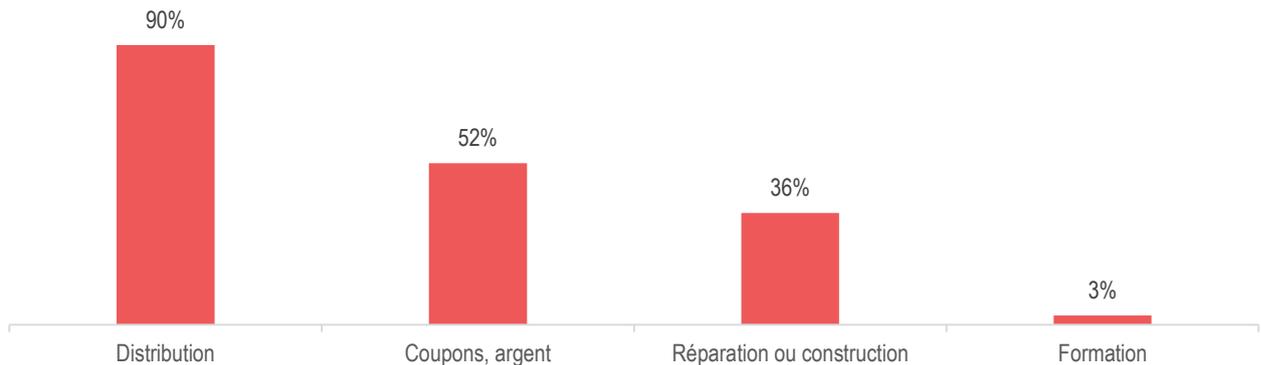


De plus, neuf groupes de discussion sur dix-huit indiquent ainsi avoir reçu de l'assistance lorsqu'ils en avaient besoin. Toutefois, cette assistance, selon les groupes de discussion, est souvent insuffisante pour couvrir les besoins, en termes de quantité distribuée et de qualité des matériaux.

Types d'assistance reçue

Dans la région de Diffa, neuf ménages sur dix rapportent avoir bénéficié de distribution de matériel pour la construction ou la réparation des abris (figure 16). La moitié des ménages a également bénéficié de réparations ou de constructions d'abris par les acteurs humanitaires. Enfin, un tiers des ménages déclare avoir reçu une assistance en coupons ou argent pour l'achat de matériaux pour la construction ou la réparation de l'abri et 3% de formation en lien avec l'entretien ou la construction d'abris.

Figure 16. Types d'assistance reçue parmi les ménages qui ont reçu une assistance en abris³⁵



En raison du faible nombre³⁶ d'enquêtés qui ont reçu de l'assistance, les résultats quantitatifs sur l'expérience et la satisfaction ci-dessous sont présentés au niveau régional, avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 7%, en ajoutant les résultats des GD, qui ont été effectués dans six localités qui ont reçu de l'assistance.

Satisfaction par rapport à l'assistance en abris

Satisfaction générale

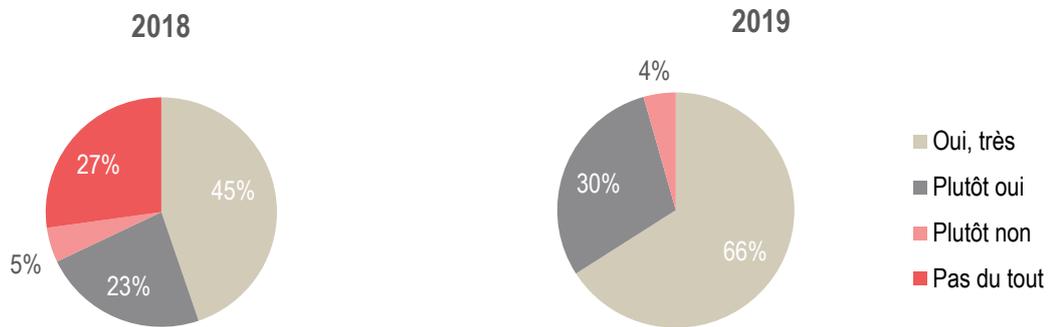
Les ménages sont globalement satisfaits de l'assistance reçue : **ainsi 69% déclarent être pleinement satisfaits et 27% plutôt satisfaits**. Seul 4% des ménages rapportent être plutôt insatisfaits. Il s'agit d'une évolution importante, puisqu'en 2018, 27% des ménages ne se déclaraient pas satisfaits du tout. Ce changement est sans doute en lien avec les évolutions d'assistance en 2019. En effet, la recrudescence de l'insécurité dans la région de Diffa a entraîné de nombreux mouvements de populations. Ces déplacés, en situation de grande vulnérabilité, ont

³⁵ La question étant à choix multiple, le total des pourcentages peut être supérieur à 100%.

³⁶ 199 ménages ont reçu de l'assistance en abris au cours des 12 mois précédant l'enquête.

été assistés, alors qu'en 2018, il s'agissait plutôt de renouvellement de matériaux d'abris, pour des ménages ayant déjà été assistés précédemment, et potentiellement plus exigeants.

Figure 17. Satisfaction globale par rapport à l'assistance en abris



Expériences au cours des distributions

De manière générale, les interventions humanitaires en abris semblent s'être déroulées sans problème majeur pour les ménages ayant reçu de l'assistance. Moins de 1% des ménages ayant reçu une assistance en abris au cours des 12 mois précédant la collecte de données déclarent avoir rencontré des problèmes de sécurité pendant la distribution de l'assistance. Ces ménages se situent dans la commune de N'Guigmi. En parallèle, seulement 1% de ces ménages rapportent avoir connu un problème sécuritaire après la distribution. Ces ménages se répartissent entre la ville de Bosso, le camp de Goudoumaria, et les communes de Mainé-Soroa et N'Guigmi.

Enfin, 2% des ménages ayant reçu une assistance au cours des 12 mois précédant la collecte de données indiquent avoir dû payer une contrepartie pour recevoir de l'assistance. Il s'agit de ménages vivant dans les communes de Gueskéro, N'Guigmi et Toumour.

Concernant les expériences des ménages au cours des distributions de matériaux pour l'abris, il n'y a donc pas d'évolution notable comparé à 2018 dans la région de Diffa.

Satisfaction par rapport à la quantité et la qualité de l'assistance reçue

En termes de quantité, la grande majorité des ménages enquêtés dans la région de Diffa et ayant bénéficié d'une assistance en abris au cours des 12 mois précédant la collecte de données se dit satisfaite. Parmi les ménages ayant reçu de l'assistance, une minorité souligne le manque de fils à ligatures (8%), de rouleau de corde (5%) et de bâches et tôles (3%). Pourtant, un tiers des groupes de discussion soulignaient que l'assistance en abris n'était pas suffisante pour couvrir les besoins.

L'ensemble des ménages ayant bénéficié de matériaux pour la réparation ou la construction d'abris se disent pleinement satisfaits de la qualité des articles reçus : kit de bois, seccos, tige de mille, nattes végétales, ciment, outils pour la construction, fils à ligatures, PVC et tubes carrés. Pour les autres articles distribués, types nattes en plastique, tôles et corde, une minorité se dit insatisfaite de la qualité (entre 1% et 3% des ménages enquêtés). En outre, 65% des ménages ayant reçu une assistance déclarent que l'assistance était tout à fait adaptée au contexte socio-culturel et à l'environnement dans la région de Diffa. Huit pour cent (8%) déclarent tout de même que l'aide n'était plutôt pas adaptée. Les principales raisons rapportées sont la trop faible quantité distribuée et le fait que l'aide cible des ménages spécifiques, alors que de nombreux ménages se déclarant aussi dans le besoin n'en ont jamais bénéficié.

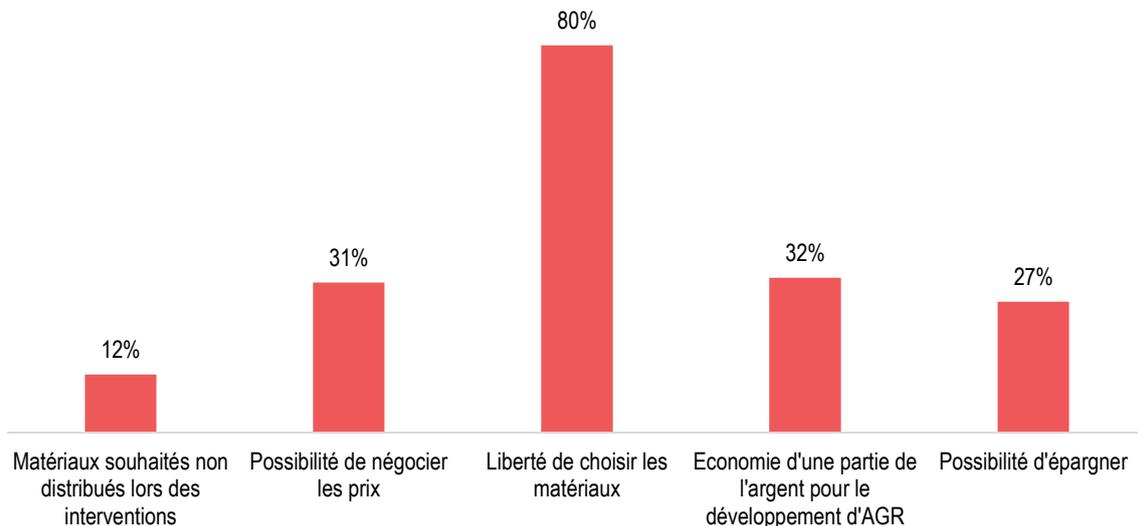
Les participants aux groupes de discussion ont indiqué une nette préférence pour des produits locaux, durables et adaptés au climat, en particulier en ce qui concerne les fortes chaleurs et la saison des pluies.

Types préférés d'assistance en abris

Plus de la moitié des ménages vivant dans des sites de déplacés de la région de Diffa déclarent préférer une assistance de type cash (argent ou coupons). La construction ou la réparation directes des abris est la seconde option choisie par près d'un quart des ménages. Dix-neuf pour cent (19%) des ménages rapportent une préférence pour une distribution de matériaux de construction / réparation, et enfin 1% des ménages n'a pas de préférence.

Ces tendances se retrouvent au niveau des communes, avec une majorité de ménages préférant une assistance en argent et/ou coupons. Cela concerne en effet les villes de Bosso et Goudoumaria, ainsi que les communes de Chétimari, Diffa, Gueskérou, Foulatari, Mainé-Soroa, Kablewa et N'Guigmi. Seuls les ménages de la commune de Toumour déclarent préférer une distribution directe de matériaux pour la construction ou la réparation des abris (44%) plutôt que de *cash* (37%). Cette tendance nette des préférences en faveur du *cash* pourrait s'expliquer par la mise en place de programmes *cash* dans la région de Diffa depuis 2018, et la sensibilisation des populations à ce type d'assistance. Toutefois, les participants aux GD n'ont que peu évoqué cette modalité d'assistance et déclarent largement préférer une assistance en nature. Cela pourrait s'expliquer par un malaise ou une restriction culturelle à parler en groupe d'argent.

Figure 18. Raisons avancées par les ménages pour justifier leur préférence pour une assistance de type *cash*³⁷



Quatre cinquième des ménages ayant déclaré préférer une assistance de type *cash* expliquent que cette préférence est motivée par **la liberté qu'ils ont grâce à cette modalité de choisir les matériaux** (figure 18). La possibilité de négocier le prix des matériaux achetés directement avec les commerçants ainsi que la possibilité d'économiser une partie de l'argent afin de développer en parallèle des activités génératrices de revenus sont également citées par près d'un tiers des ménages préférant une assistance de type *cash*.

A l'inverse, les principales raisons avancées par les personnes qui préfèrent une assistance en nature sont les suivantes (environ 20% des ménages) : Il n'y a pas de moyens de transport pour se rendre au marché, le montant distribué lors de l'assistance monétaire est trop faible pour couvrir les besoins en abris, et les déplacements au marché constitue une charge de travail supplémentaire.

³⁷ Réponse à choix multiple, le total des pourcentages peut être supérieur à 100%.

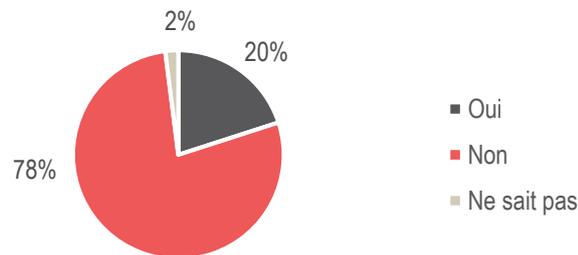
Expérience et satisfaction de l'assistance en BNA

Assistance en BNA reçue

Disponibilité de l'assistance

Comme en 2018, la plupart des ménages vivant dans les sites de déplacés n'ont pas reçu d'assistance en BNA. Ainsi, 20% des ménages déclarent avoir bénéficié d'assistance, proportion égale à l'année précédente. Les ménages des communes de Chétimari et Gueskérou semblent avoir été plus aidés que les autres, puisque plus de deux ménages sur cinq y ont reçu de l'assistance en BNA. **A l'inverse, les communes de Foulatari et N'Guigmi et le camp de Goudoumaria paraissent avoir moins bénéficié d'interventions humanitaires en BNA, avec moins de 6% des ménages ayant reçu une assistance.**

Figure 19. Pourcentage de ménages ayant reçu de l'assistance en BNA au moins une fois pendant les 12 mois précédant la collecte de donnée

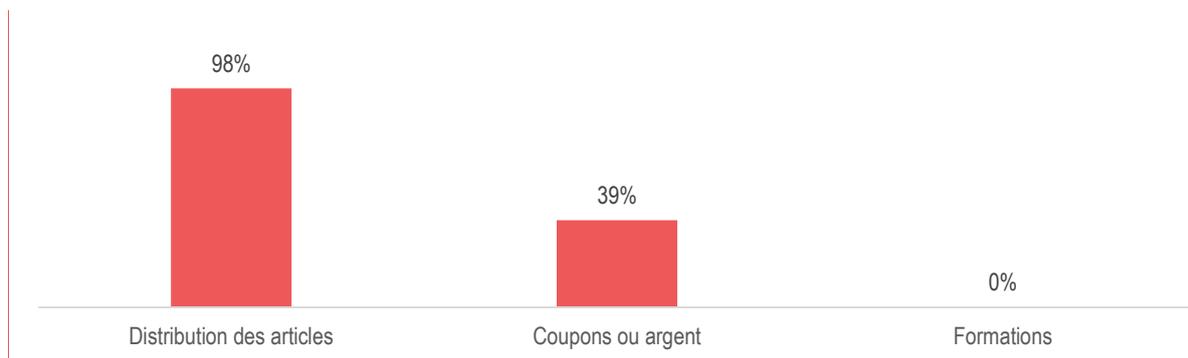


Plusieurs groupes de discussion soulignent également que l'assistance n'intervient pas au moment où les populations en ont besoin. En particulier, à l'arrivée de la saison froide, 15 des 18 GD soulignent le manque de couvertures.

Types d'assistance reçue

Une large majorité des ménages ayant reçu une assistance ont bénéficié d'une distribution directe de BNA (98% des ménages, voir figure 20). L'extension des programmes *cash* dans la région pour les BNA résulte en une augmentation des ménages ayant bénéficié de programmes de type transferts monétaires ou coupons, de 30% en 2018 à 39% en 2019.

Figure 20. Types d'assistance reçue parmi les ménages qui ont reçu une assistance en BNA³⁸



³⁸ Réponse à choix multiple, le total des pourcentages peut être supérieur à 100%.

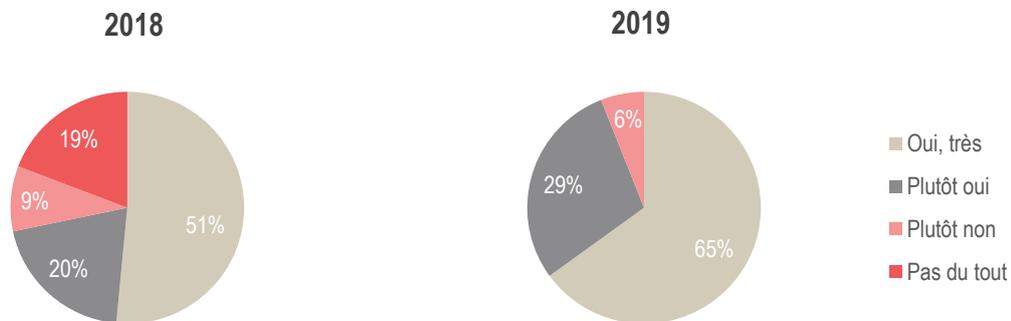
En raison du faible nombre³⁹ d'enquêtés qui ont reçu de l'assistance en BNA, les résultats quantitatifs sur l'expérience et la satisfaction sont seulement présentés au niveau régional, avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 7%. Ces données quantitatives sont complétées par les résultats des entretiens IC et les groupes de discussion, qui se sont déroulés dans les communes ayant reçu de l'assistance.

Satisfaction par rapport à l'assistance en BNA reçue

Satisfaction générale

Une large majorité des ménages dans les sites enquêtés se déclarent satisfaits vis-à-vis de l'assistance reçue au cours des 12 mois précédant la collecte de données (65%, voir figure 21). De même, 29% des ménages se disent plutôt satisfaits. **De fait, la proportion de ménages insatisfaits (plutôt insatisfaits et pas du tout satisfaits) a grandement chuté entre 2018 et 2019, passant de 28% à seulement 6%.** Cette importante diminution pourrait s'expliquer par le changement des ménages ayant reçu une assistance. En effet, comme pour les abris, les ménages ayant reçu une assistance en 2018 ont bénéficié du renouvellement des articles. Cependant, suite à la nouvelle crise sécuritaire au premier semestre 2019 dans la région, les personnes ayant reçu une assistance étaient principalement des déplacés, dans un besoin urgent en termes de BNA. La couverture de leurs besoins génère donc une satisfaction plus importante que pour le renouvellement des BNA.

Figure 21. Satisfaction globale par rapport à l'assistance en BNA



Expériences au cours des distributions

De manière générale, les interventions humanitaires en BNA semblent s'être déroulées sans problème majeur pour les ménages ayant reçu de l'assistance. Ainsi, seul 1% des ménages ont connu des problèmes d'insécurité au cours de l'assistance (commune de N'Guigmi), et 2% après (ville de Bosso, camp de Goudoumaria et commune de Mainé-Soroa). Enfin, moins de 1% des ménages ayant reçu une assistance au cours des 12 mois précédant la collecte de données indiquent avoir dû payer une contrepartie pour recevoir de l'assistance (ménages habitant la commune de N'Guigmi). Concernant les expériences au cours des distributions BNA, il n'y a donc pas d'évolution notable comparé à 2018.

Satisfaction par rapport à la quantité et la qualité de l'assistance reçue

Une part importante des ménages ayant bénéficié d'une assistance en BNA se disent satisfaits des quantités reçues. Toutefois, une partie non négligeable souligne que les BNA distribués ne le sont pas en quantité suffisante pour couvrir les besoins. **En particulier en ce qui concerne les bidons / jerricans, le savon, les pagnes en coton, et les grandes assiettes, plus de 5% des ménages enquêtés ayant reçu de l'assistance se disent non satisfaits.**

En outre, la quasi-totalité des ménages sont satisfaits par la qualité des BNA qu'ils ont reçu dans le cadre de distributions organisées par les acteurs humanitaires. Ainsi, l'ensemble des ménages se déclarent satisfaits de la

³⁹ 206 ménages ont reçu de l'assistance en BNA pendant les 12 mois précédant l'enquête.

qualité des gobelets en plastique, des louches, marmites, slips en coton, bouilloires et moustiquaires. **A noter que 6% des ménages ne se disent pas satisfaits de la qualité des assiettes distribuées et 2% pour les pagnes en coton.**

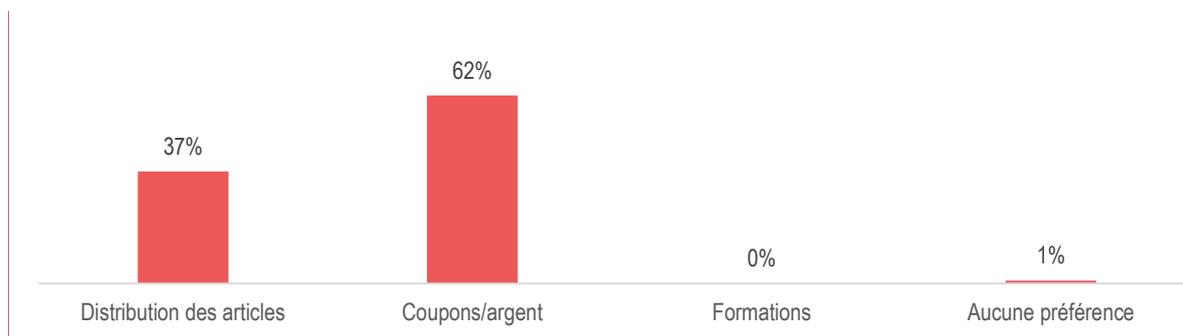
Par ailleurs, 65% des ménages bénéficiaires d'une assistance en BNA déclarent que celle-ci était adaptée au contexte socio-culturel et à l'environnement de la région de Diffa. Seul 8% se disent plutôt insatisfaits vis-à-vis de l'adaptation de l'aide au contexte. Les participants des groupes de discussion ayant bénéficié d'une assistance soulignent pour certains que l'assistance n'intervient pas au moment où les ménages en ont besoin, et que les quantités distribuées pour couvrir les besoins sont insuffisantes.

Types d'assistance préférés en BNA

Près de deux tiers des ménages vivant dans des sites de déplacés de la région de Diffa déclarent préférer une assistance de type *cash* (argent ou coupons). Trente-sept pour cent (37%) des ménages rapportent une préférence pour une distribution directe de BNA, et enfin 1% des ménages n'a pas de préférence (figure 22).

Ces tendances se retrouvent au niveau des communes, avec une majorité de ménages ayant une préférence pour une assistance en argent et/ou coupons. Cela concerne en effet les villes de Bosso et Goudoumaria, ainsi que les communes de Chétimari, Diffa, Gueskéro, Foulatari, Maïné-Soroa, Kablewa et N'Guigmi. Comme dans le cas des abris, seuls les ménages de la commune de Toumour déclarent préférer une distribution directe de BNA (53%) plutôt qu'en *cash* (41%). **Cette tendance nette des préférences en faveur du *cash* pourrait s'expliquer par la mise en place de programmes *cash* dans la région de Diffa depuis 2018, et la sensibilisation des populations à ce type d'assistance.** Toutefois, les participants aux GD n'évoquent que peu cette modalité d'assistance et déclarent largement préférer une assistance en nature. Cela pourrait s'expliquer par des difficultés ou un malaise à parler d'argent avec le reste de la communauté.

Figure 22. Types d'assistance en BNA préférés par les ménages



CONCLUSION

Cette évaluation a permis d'obtenir un aperçu de la situation et des besoins en termes d'abris et BNA, ainsi que des principales stratégies d'adaptation mises en place pour combler les besoins dans ces secteurs dans les sites enquêtés de la région de Diffa. Cette évaluation fait également ressortir les expériences et préférences en termes d'assistance des ménages. Enfin, elle met en lumière certaines évolutions marquantes sur la période 2018 – 2019. Les résultats obtenus et présentés dans ce rapport sont représentatifs au niveau des communes pour les sites enquêtés avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 9%. Ils visent ainsi à informer la réponse humanitaire de manière ciblée, en se basant sur des enquêtes ménages, des entretiens avec informateurs clés et des GD. Les résultats aboutissent aux conclusions suivantes :

La situation et les besoins en abris

On constate que la situation en termes d'abris reste préoccupante en 2019 dans la région de Diffa, en ligne avec les observations faites en 2018. L'état dégradé des abris et les difficultés à les renforcer et les réparer ont des conséquences importantes sur les conditions de vie des populations locales. Les intempéries sont la principale cause de dégâts dans les abris, et le principal problème lié à ces dommages. Cette observation a pu être renforcée cette année par les importantes inondations ayant eu lieu dans la région entre octobre et décembre 2019, sur la période de la collecte. De même, les ménages déclarent que leurs abris sont confrontés à des problèmes de résistance au vent. **Les ménages vivant dans ces abris vieillissants et endommagés sont confrontés à des risques sanitaires et sécuritaires accrus.**

Il convient donc de mettre des actions en place pour garantir la remise en état des abris, ou la distribution d'abris d'urgence ou de transition adaptés au climat. De fait, les interventions humanitaires devraient privilégier une assistance d'urgence pour les nouveaux déplacés, tout en assurant le suivi et le renouvellement des abris distribués par le passé. Bien que cette stratégie ait été initialement prévue par le cadre stratégique du GTABNA en 2018⁴⁰, la recrudescence de l'insécurité dans la zone et l'afflux de nouveaux déplacés sur les sites ont concentré l'assistance sur ces nouveaux arrivants, potentiellement au détriment des ménages installés depuis plus d'un an. C'est une des raisons pour lesquelles le GTABNA compte mettre à jour en 2020 son plan stratégique, afin d'accroître les efforts de mise à disposition de matériaux durables à l'ensemble des ménages dans le besoin, ainsi que de répondre au mieux aux évolutions liées au contexte dans la région de Diffa.

L'importante croissance démographique dans le pays s'est poursuivie en 2019, et cette tendance s'observe également dans la région de Diffa, avec un pourcentage élevé de femmes enceintes ou allaitantes dans les ménages. Cela pourrait contribuer à l'augmentation du nombre de personnes vivant dans un abri, et diminuer l'espace disponible dans l'abri. Dans un contexte où les abris trop petits forcent les garçons adolescents à dormir dehors, il existe une vulnérabilité accrue de ce groupe confronté aux animaux sauvages, intempéries et menaces sécuritaires pendant la nuit. De manière similaire, les abris de mauvaise qualité présentent un risque sanitaire accru pour les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants en bas âge au sein du foyer.

Pour réduire le nombre de personnes contraintes de dormir dehors, la prise en compte du nombre de personnes vivant dans un abri devrait être un facteur majeur pour déterminer le nombre et la taille des kits abris distribués.

La situation et les besoins en BNA

⁴⁰ GT ABNA. Cadre Stratégique Opérationnel du Groupe de Travail Abris et Biens-non alimentaires (GT ABNA) au Niger : Révisé pour la période 2018/2020, Janvier 2018.

Les besoins en BNA dans la région sont toujours importants en 2019, et semblent même avoir augmenté comparé à 2018. En particulier, les besoins en couvertures en ce début de saison froide ont été soulignés par les ménages, les informateurs clés et les participants des groupes de discussion. Dans l'ensemble, **il apparaît que les principaux manques identifiés sont ceux liés au nombre de personne par ménage**, notamment les supports de couchages, les habits d'enfants et les moustiquaires. L'indisponibilité de ces BNA est particulièrement préoccupant étant donné qu'ils protègent les membres des ménages de certaines maladies infectieuses.

La majorité des ménages interrogés déclarent avoir rencontré des difficultés à se procurer en BNA dans les 6 mois précédant la collecte de données, ceux-ci étant trop chers sur les marchés, ou le ménage manquant de revenus pour se les procurer. La vente des biens du ménage et l'emprunt / dettes sont les deux principales stratégies utilisées par les ménages pour combler ce manque.

L'assistance en BNA pourrait donc prioriser les BNA identifiés par les ménages comme besoins urgents, tout en adaptant, comme suggéré pour les abris, les kits à la taille du ménage et aux membres qui le composent. En particulier, les interventions humanitaires doivent être vigilantes à intégrer la prise en compte des besoins spécifiques des ménages comptant au moins une femme enceinte ou allaitante.

Expériences et préférences par rapport à l'assistance reçue

Les ménages des sites enquêtés sont globalement satisfaits de l'assistance en abris et BNA, qu'ils jugent pour une large majorité adaptée au contexte socio-culturel et à l'environnement de la région de Diffa. Cette hausse de la satisfaction des ménages ayant reçu une assistance au niveau de la région, comparé à 2018 pourrait s'expliquer par le changement des populations ayant bénéficié d'une assistance. En effet, la stratégie mixte de réponse aux déplacements et de renouvellement des BNA et des abris en 2018 a fait place à une réponse d'urgence pour les nouveaux déplacés victimes de l'intensification des conflits et violences dans la région à partir de janvier 2019. Les ménages assistés étaient donc dans un besoin urgent et potentiellement plus facilement satisfaits des quantités et de la qualité des matériaux et BNA distribués.

En ce qui concerne les préférences en assistance abris et BNA, une évolution nette est à noter entre 2018 et 2019. En effet, **alors qu'en 2018 les ménages enquêtés déclaraient préférer une assistance directe (distribution / construction et réparation), ils semblent désormais privilégier les assistances de type transferts monétaires via des coupons ou de l'argent.** Cette tendance ne se retrouve toutefois pas au niveau des participants des groupes de discussion, qui identifient majoritairement les distributions comme intervention préférée. Cette différence pourrait s'expliquer d'une part par l'évolution de la perception d'une assistance de type transfert monétaire, suite à plusieurs programmes mis en place dans la région, ainsi que de la sensibilisation sur ces sujets. D'autre part, les participants des groupes de discussion pourraient avoir plus de difficulté à envisager une assistance monétaire pour des raisons socio-culturelles qui complexifient les discussions sur l'argent.

Tendances communales

Au niveau communal, les besoins les plus importants en abris ont été observés dans les communes de Gueskéro, Kablewa, Toumour et N'Guigmi et la ville de Bosso.

- Dans la **commune de Gueskéro**, les abris sont dans un état de détérioration avancé en ce qui concerne le toit, les murs, les portes, les fenêtres et les clôtures, et 93% des ménages indiquent que des dégâts ont affecté leur abri au cours des trois mois précédant la collecte de données.
- Dans la **commune de Toumour** et la **ville de Bosso**, les abris sont également endommagés et vieillissants, avec plus de la moitié des ménages déclarant que l'état des murs et du toit, et l'état des portes et fenêtres est mauvais ou sévère.
- En ce qui concerne les **communes de Kablewa** et **N'Guigmi**, les sols des abris y sont particulièrement détériorés (respectivement 96% et 78% des ménages déclarant vivre dans un abri avec un sol en mauvais état) comparé au reste de la région (moyenne régionale pour un sol en mauvais état de 43%). De

nombreux ménages déclarent également que leur abri a été endommagé au cours des 3 mois précédant la collecte de données. De plus, la majorité des ménages rapportent ne pas être en mesure de réparer les dommages causés à leur abri.

- Enfin, 78% des ménages de la commune de **Chétimari** vivent dans des abris sans structure solide, dont plus de 19% dans des abris d'urgence.

En outre, le site de Goudoumaria et les communes de Toumour, Bosso, Kablewa et N'Guigmi sont plus concernées par les besoins en BNA :

- La situation en abris du **site de Goudoumaria** semble être relativement meilleure que dans les autres communes, mais des manques importants en termes de BNA sont constatés. La commune obtient un score BNA de 3,7, traduisant des besoins urgents parmi les populations, et enregistre des scores particulièrement préoccupant en ce qui concerne les couvertures, supports de couchage, bidon / jerrican (capacité en litres) et les casseroles / marmites en comparaison aux autres communes.
- Le score BNA atteint aussi son seuil critique de 3,5 dans la **commune de Toumour** et la **ville de Bosso**. D'une part, à Toumour, les ménages disposent en moyenne de très peu de seaux et de savon, comparé aux autres communes. Dans la commune de Bosso, ce sont les habits d'enfants complets et les moustiquaires qui manquent.
- Dans les **communes de Kablewa** et **N'Guigmi**, plus des trois quarts des ménages déclarent ne pas être parvenus à obtenir les BNA dont ils avaient besoin au cours des six mois précédant la collecte de données. De même, parmi les ménages comptant au moins une femme enceinte, plus de huit ménages sur dix rapportent ne pas avoir pu satisfaire ses besoins spécifiques en BNA.

Les communes de Diffa, Foulatari et Mainé-Soroa se trouvent dans une situation également préoccupante en termes d'abris et de BNA, mais les conditions de vie des ménages interrogés semblent être globalement moins préoccupantes que dans les communes citées précédemment.

Conclusions transversales

Les résultats présentés dans ce rapport ont des conséquences transversales, à la fois au niveau de l'interaction entre les domaines des abris et des BNA ainsi que par rapport à d'autres secteurs humanitaires, notamment ceux de la protection, de la santé et de l'eau, de l'hygiène et l'assainissement (EHA) :

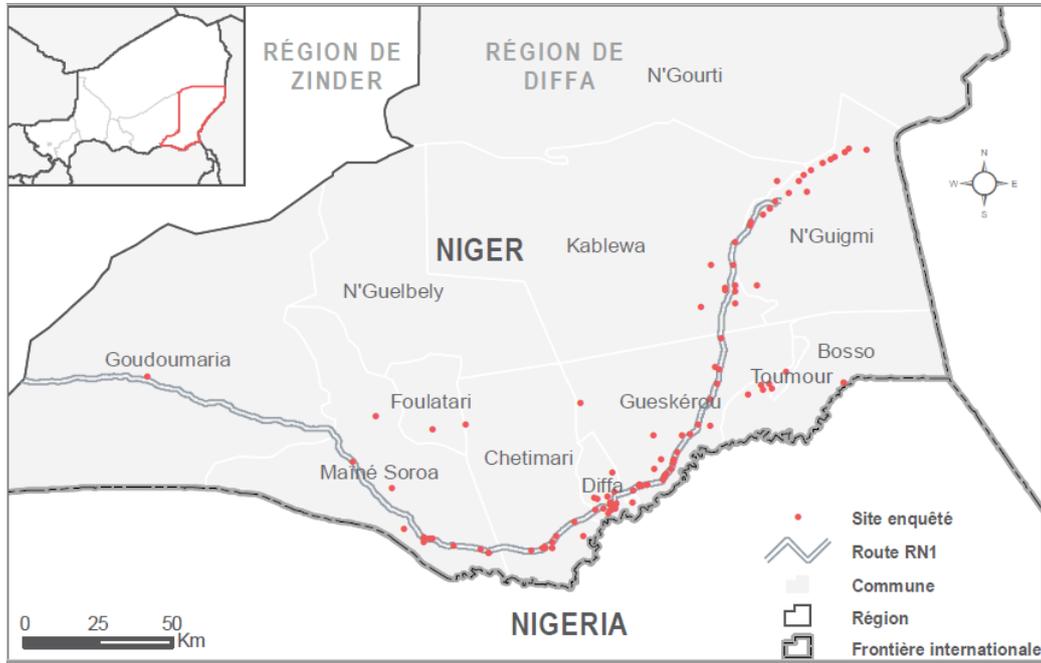
5. **Abris et BNA** : Le lien entre la situation en abris et BNA est fort, et en particulier, les besoins en abris peuvent influencer la situation en BNA. Notamment, les ménages ont tendances à utiliser les BNA de types moustiquaires, pagnes, couvertures et nattes pour réparer les trous et fissures dans le toit ou les murs de l'abri. Ils peuvent également faire office de portes. Ils ne peuvent alors plus remplir leur fonction initiale et combler les besoins premiers de la famille en BNA. De même, l'état dégradé des abris (absence de portes ou de clôtures) peut avoir pour conséquence des vols et des pillages de BNA. Enfin, pour couvrir les dépenses liées à l'abri (loyer, entretien, réparation), les ménages ont principalement recours à la vente de biens, incluant les BNA.
6. **Protection** : Lorsque les abris sont en mauvais état ou ne disposent pas de portes ou de clôtures, leurs habitants sont plus exposés aux incidents sécuritaires, notamment les vols. Par ailleurs, le manque d'espace dans les abris, ainsi que l'absence d'abri, poussent les personnes à dormir dehors impliquant de nombreux risques sécuritaires.
7. **Santé** : Globalement, le mauvais état des abris dans la région de Diffa contribue à la détérioration de l'état de santé des populations. Ainsi, les personnes qui dorment dans des abris en mauvais état, ou à l'air libre, sont confrontées au climat rigoureux de la région (vent, pluie, froid et chaleur). Cela participe au développement de problèmes de santé. De plus, le nombre de moustiquaires disponible par ménage est insuffisant pour protéger les populations des maladies transmises par vecteur, et en particulier du paludisme, dont l'incidence est forte dans la région de Diffa.

8. **EHA** : Les ménages dans la région de Diffa disposent en moyenne de moins d'un savon par ménage. Ce manque de savon est préoccupant puisque se laver avec du savon, en particulier les mains, permet de prévenir la transmission de maladies infectieuses. En parallèle, 13% des ménages disent ne pas disposer d'un point d'eau à proximité de leur abri pour se laver, boire ou cuisiner. De plus, 1 ménage sur 10 souligne le manque d'accès à une latrine fonctionnelle proche de l'abri, et parmi eux, 59% rapportent ne pas avoir de latrines à 500m de l'abri. En outre, parmi les ménages disposant de latrines fonctionnelles, près d'un quart ne les utilise pas, principalement pour des raisons culturelles, et parce qu'il y a trop de monde. Cette situation induit des pratiques de défécations à l'air libre et constitue un problème sanitaire important.

En conclusion, la région de Diffa présente une situation préoccupante en termes d'abris et de BNA en 2019, et il semblerait qu'une certaine dégradation des conditions de vie des populations ait eu lieu au cours des 12 mois précédant la collecte de données en ABNA. Cette augmentation des besoins en abris et BNA pourrait notamment être due aux conditions climatiques particulièrement difficiles de ces derniers mois, avec d'importantes inondations dans la région, et à la recrudescence de l'insécurité dans la région depuis janvier 2019.

ANNEXES

Annexe 1 : Cartographie des localités du volet quantitatif



Annexe 2 : Cartographie des localités du volet qualitatif

